

**ARTS
GRAPHIQUES :
LA LUTTE EST
ENCLENCHEE**

Le N° 2 Fr. N° 240 25 octobre 1980 onzième année

La brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (ex-LMR)
section suisse de la IV^e Internationale

NON AU STATUT DE SAISONNIER POUR "ETRE SOLIDAIRES"



sommaire

EDITO	
Les contrats collectifs sont-ils périmés ?	3
SOCIAL	
Formation professionnelle : votation à Uri, cours FTMH, décision du Cartel syndical genevois	2
Hospice Général/Bucas, Genève : un pas vers les 40 heures	2
Arts graphiques : débrayages à Genève et Lausanne	4
Vers une grève nationale	4
"Lausanne bouge" : une municipalité de matraqueurs	5
POLITIQUE	
Droits égaux : la bataille ne fait que commencer	3
Bienne : pour une commune au service des travailleurs	8
Démissions au POP vaudois : de bonnes questions mal posées	11
DOSSIER	
Cent ans de syndicalisme suisse	6-7
INTERNATIONAL	
Elections aux USA : un grand absent, le mouvement ouvrier	9
POLOGNE : dans une mine, la grève d'avertissement	10
ITALIE : FIAT, un grave coup d'arrêt	10
CINEMA	
Quand il n'y a plus d'Eldorado	11
L'EVENEMENT	
Un parlement de xénophobes	12

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50
 une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-
 une année, enveloppe fermée : fr. 55.-
 une année, étranger (Europe) : fr. 80.-
 Outre-mer : prendre contact avec nous
 abonnement de soutien : fr. 100.-
 (Préciser le type d'abonnement)
 Pour toute correspondance : Case postale
 1 000 Lausanne 17 CCP 10 - 25 669
 Ed. resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne

SI NOS ACTIVITES ET
 NOTRE POLITIQUE
 VOUS INTERESSENT :

prenez contact

LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE
 Section suisse de la IV^e Internationale

case postale 13, 2 500 Bienne 4 (032) 22 95 47
 case postale 829, 2 301 La Chaux-de-Fonds
 case postale 59, 2 800 Delémont 1
 case postale 28, 1 700 Fribourg 6
 case postale 858, 1 211 Genève 3 (022) 20 68 02
 case postale 592, 1 000 Lausanne 17 (021) 23 05 91
 case postale 32, 2 000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23
 casella postale 225, 6 901 Lugano

GENEVE : BUCAS/Hospice Général : un pas vers les 40 heures !

Comme nous l'avons annoncé dans la dernière brèche, les travailleurs du Bucas/Hospice Général, en lutte pour le maintien des acquis des 40 heures et des 5 semaines de vacances d'une partie d'entre eux et pour leur extension à tous, ont refusé la "recommandation" de l'Office de conciliation qui ne reconnaissait pas clairement les acquis. Après 6 jours de grève, des débrayages de solidarité dont celui de la Maison de Vessy directement concernée puisqu'elle dépend de l'Hospice, une manifestation de 500 personnes et une nouvelle menace de grève, la situation s'est enfin débloquée. Le Conseil d'Etat et l'Hospice Général ont cédé sur les 5 semaines de vacances pour tous et le paiement des jours de grève. Ne voulant pas céder sur le principe des 40 heures, qui aurait ouvert une brèche dans tout le secteur public, ils ont cependant dû accepter le droit acquis des travailleurs du BUCAS en leur proposant le choix entre 42 heures à 105 o/o de salaire ou 40 heures (95 o/o du poste) au même salaire qu'antérieurement.

Par leur détermination, les travailleurs du Bucas/Hospice Général ont ainsi montré à l'Etat et aux patrons que le principe du maintien des droits acquis devait être respecté et imposé de fait un premier succès dans la lutte pour les 40 heures. Par l'organisation démocratique de leur grève, ils ont empêché l'Etat de diviser le mouvement et se sont donné les meilleurs moyens pour réussir.

Leur victoire est pourtant partielle puisque l'acquis des 40 heures est individuel et ne concerne pas le personnel de l'Hospice. La VPOD et la FchP (syndicat chrétien) vont par contre proposer ces prochains jours à toutes les organisations de la fonction publique d'organiser un large mouvement pour une diminution du temps de travail (comprenant les 40 heures, les 5 semaines et le congé-maternité de 16 semaines avec l'augmentation des effectifs nécessaire). Les militants de la fonction publique devront donc mettre toutes leurs forces dans la période à venir pour que la lutte du Bucas/Hospice Général soit le tremplin d'une diminution du temps de travail dans tout le secteur public, puis pour tous les travailleurs du canton.

20. 10. 1980, Ber.

MEETINGS de solidarité avec les travailleurs polonais POLOGNE : GREVES, DEMOCRATIE ET SOCIALISME

vendredi 14 novembre jeudi 13 novembre
 20.30 h. 20.30 h.
 Salle des XXII Cantons Salle communale
 (Gare CFF) des Eaux-Vives
 LAUSANNE GENEVE

Avec la participation de Krzysztof POMIAN, économiste polonais, membre de l'opposition démocratique
 Org. : Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est (CSSOPE) Vaud et Genève.

Avec l'appui des organisations suivantes :
 VAUD : Syndicat du Livre et du Papier, section Lausanne; VPOD Vaud-Etat; CRT-Vaud; FCOM-Vaud; Parti socialiste ouvrier (ex-LMR); Organisation communiste suisse.
 GENEVE : Parti socialiste genevois; Parti socialiste ouvrier (ex-LMR); Groupe trotskyste de Suisse; Collectif permanent pour les libertés à l'Est et à l'Ouest.

Cette annonce annule celle de la dernière brèche

Formation professionnelle GENEVE : le Cartel syndical pour les ateliers publics !

L'assemblée des délégués du cartel genevois de l'Union Syndicale Suisse (l'Union des Syndicats du Canton de Genève - USCG) s'est prononcée sur plusieurs questions importantes : l'initiative "Etre solidaires", l'initiative pour la protection contre les licenciements lancée par les Syndicats Chrétiens, le projet d'initiative du PSO (ex-LMR) pour des ateliers publics d'apprentissage. Sur tous ces objets, l'assemblée des délégués s'est prononcée en faveur du soutien de ces initiatives. A propos de notre projet d'initiative, il a été relevé qu'il se situait "dans la ligne de la politique suivie jusqu'ici par l'USCG avec l'initiative cantonale sur la formation professionnelle" (adoptée par le peuple en juin dernier). Bien que la discussion soit restée limitée, cette décision ouvre une porte, sur toutes ces questions, à une réelle action unitaire du mouvement ouvrier.

Formation professionnelle URI : 41 o/o pour les ateliers publics !

L'initiative "pour une formation professionnelle garantie", réclamant l'ouverture d'ateliers publics d'apprentissage, qui avait été lancée dans le canton d'Uri (en reprenant celle lancée par le PSO à Zurich) par le "Kritisches Uri" a obtenu 41 o/o de oui en votation populaire. Le Parti socialiste uranais avait donné son appui, en revanche la FCOM s'était prononcée contre (ce qui n'est pas secondaire dans un canton à majorité PDC) et le cartel syndical USS s'était abstenu. Malgré ce rapport de forces défavorable, le résultat - dans un canton où le mouvement ouvrier est faible - est extrêmement encourageant. Il montre l'actualité d'une riposte au manque de places d'apprentissages qualifiés et surtout l'importance d'une solution nationale (qui favorise les cantons les moins développés) pour l'instauration d'ateliers publics d'apprentissage. Si, avec peu de forces, il a été possible d'atteindre 41 o/o dans le canton d'Uri, il devient évident qu'un succès est possible nationalement, à condition que l'USS et le PSS s'engagent dans la bataille !

Cours de formation de la FTMH sur la loi sur la formation professionnelle

Les 10 et 11 octobre, à Sainte-Croix, la FTMH organisait, au niveau romand, un cours de formation sur la nouvelle loi sur la formation professionnelle.

Une vingtaine d'apprenti(e)s et de jeunes travailleurs venant de toute la Suisse romande y ont participé.

Les discussions ont montré la réalité de l'apprentissage et les faiblesses de la nouvelle loi. Un participant jurassien expliquait qu'aux examens de fin d'apprentissage de cette année, toute une volée de peintres en voitures ont raté l'examen final parce qu'ils avaient dû suivre la classe des peintres en bâtiment à l'école professionnelle et que les cours portaient évidemment sur la manière de peindre les façades et non pas les carrosseries. Ils ont dû refaire six mois d'apprentissage supplémentaire. Tous les apprenti(e)s présents ont souligné l'absence d'un véritable contrôle de l'apprentissage, les commissaires d'apprentissage étant souvent des patrons ou des copains du patron. Toutes les discussions et les échanges d'expériences ont montré la nécessité de l'action syndicale sur ce terrain et en particulier parmi les apprentis. La FTMH du Jura, par exemple, organise un week-end pour les apprentis où sera répercuté ce cours.

La plupart des apprentis présents ont expliqué qu'ils n'ont pas pu trouver l'apprentissage de leur choix. Cette difficulté est particulièrement criante pour les filles. Les quatre apprenties présentes étaient toutes apprenties de commerce alors qu'elles auraient voulu faire autre chose. Cela souligne l'actualité de l'initiative pour des ateliers publics que le PSO et d'autres organisations vont lancer au début de l'année 1981.

Les participants se sont donné rendez-vous les 14/15 novembre pour le cours organisé par la Centrale suisse d'éducation ouvrière sur l'intégration des apprentis dans les contrats collectifs de travail.

Un participant

Manifestation nationale
 contre le statut de saisonnier
 pour "Etre solidaires"
 BERNE, samedi 1er novembre
 Palais fédéral, 14.00 h.
 cf. en page 12

La Brèche en retard ?

Eh oui ! Contrairement à une longue habitude de parution régulière, la brèche no 240 sort un jour plus tard. Nos lecteurs et nos abonnés ne nous en tiendront certainement pas rigueur lorsqu'ils sauront que ce retard est dû pour l'essentiel à la grève d'avertissement lancée par la section du Syndicat du Livre et du Papier (SLP) de Lausanne, à laquelle les travailleurs de CEDIPS ont participé. A la réflexion, il doit même y avoir pas mal de monde parmi ceux qui nous lisent à espérer que les retards pour cette raison se multiplieront !
 La rédaction

Protestation contre SULZER à Winterthur

Samedi 18 octobre, entre 1 500 et 2 000 personnes manifestaient contre l'exportation d'une installation d'eau lourde de Sulzer à l'Argentine. Manifestation combative, banderoles, slogans. Devant Sulzer, théâtre (genre Living) dénonçant les profits que l'imperialisme suisse fait avec l'arme atomique en soutenant des régimes de tortionnaires. Au centre de la ville prirent la parole : un militant antinucléaire, un militant du Comité Argentine et un travailleur de Sulzer, syndiqué, qui se distança de la prise de position de la commission d'entreprise (cf. article dans brèche 239).

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

GENEVE

Pic plouc, impasse rue du Lac
 sa 1er nov., 21h. : Jofroy (chansons).
 sa 8 nov., 21h. : Out to lunch (bluegrass).
 New Morning
 ma 11, me 12 nov. : Dollar Brand.
 Salle Patiño, av. de Miremont 26
 du me 29 oct. au di 2 nov. : Dimanche,
 de Michel Deutsch, par le Théâtre des
 Années.

BIENNE

restaurant Saint-Gervais (vieille ville)
 sa 8 nov. : FETE DE LA BRECHE, cf.
 détail en page 8.

NYON

le cinématographe, cinéma REX
 ma 4 nov., 20h.30 : dessins animés réali-
 sés en 1921.

NEUCHÂTEL

Temple du Bas
 ve 7 nov. : Nimbe.

LAUSANNE

Cinémathèque, aula de Béthusy
 du lu 27 oct. au je 30 oct. : approche du
 CINEMA AUSTRALIEN (1896 - 1956).
 Tous les soir, séances à 19h. et à 21h.,
 comportant un ou plusieurs films.
 ve 31 oct., 20h. : I Kynighi / Les chasseurs
 (Grèce, 1977), de Theo Angelopoulos,
 l'auteur du Voyage des comédiens (1975).
 ve 7, ve 14, ve 21 nov. : 6 films du Tiers
 Monde.

Cinéma Montchoisi
 dès le me 29 oct. : Quand il n'y a plus
 d'Eldorado (cf. notre article en page 11).

Cabaret-théâtre des Faux-Nez
 du je 30 oct. au me 5 nov. : Isabel Parra.
 du je 6 au me 12 nov. : Marianne Sergent.

Grande Salle d'EPALINGES
 sa 1er nov., 20h.30 : Francesca Sollevilla.
 12.- fr. Loc. : Au centre, PSV, pl. de la
 Gare 13, POP, pl. Chauderon 5. Org. : As-
 soc. de soutien à la résistance chilienne.

Café Vaudois

je 30 oct., 20h. : Zero Heroes et Gordi-
 ni's, groupe reggae-ska de Genève.

Collection de l'art brut, Bergières 11
 jusqu'au 25 janvier 1981 : exposition
 Johann Hauser. Né en 1926 à Bratislava,
 interné dans un hôpital psychiatrique en
 Autriche depuis 1949, analphabète, J.
 Hauser dessine depuis l'âge de 20 ans.
 14 à 18h., sauf lu. Je aussi de 20 à 22h.

Musée des arts décoratifs, Villamont 4
 jusqu'au di 9 nov. : Marionnettes, une
 expression artistique. 10 à 12h., 14 à
 18h. mardi aussi de 20 à 22h.

Théâtre du Vide Poche, Palud 10
 du ma 18 au sa 22 nov. : rétrospective
 consacrée au cinéaste suisse Fredi Murer.
 Programme détaillé ds prochaine brèche.
 Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
 ve 31 oct., sa 1er nov., 20h.30 : Franken-
 stein Junior, de Mel Brooks (1974), 12
 ans, samedi aussi à 16h.

ma 4, me 5 nov., 20h.30 : A bout de
 souffle, de Jean-Luc Godard (1960).
 ma 11, me 12 nov., 20h.30 : Pierrot le
 fou, de Jean-Luc Godard (1965).

Théâtre de Beaulieu

ma 4 nov., 20h. : Weather Report. Loc. :
 Lausanne : Foetisch, Genève, Back to
 mono. Prix des places : 25.- fr. (places
 moches tout au fond), 30.-, 35.-, 40.- fr..
 C'est un scandale. Le 1/5 du salaire de
 certains apprentis. A Lausanne, il n'y a
 presque jamais de concerts. Ces jours-ci,
 entre un seul concert Nina Hagen complet
 et un concert Weather Report trop cher,
 que reste-t-il aux jeunes pour se distraire ?
 (question pertinente, messieurs les muni-
 cipaux !). C'est un scandale. Mais les
 bourgeois s'en foutent : 1) ils n'aiment
 pas Weather Report; 2) ils peuvent tout se
 payer. Que faire ? comme disait quel-
 qu'un.

la claviste très furieuse

Les contrats collectifs sont-ils périmés ?

L'économie suisse se porte bien et ses profits s'accroissent. Il en va tout autrement des salaires, des conditions de travail, des assurances et des loyers des salariés(e)s.

Les contrats collectifs de travail (CCT), qui sont négociés ces mois entre les syndicats et les associations patronales, devraient tenir compte de cette situation. Les patrons le font, mais à leur manière, par la provocation : en s'opposant au réajustement salarial prévu pour la convention dans l'horlogerie ou en refusant de nouvelles négociations dans les arts graphiques.

Le but des patrons est clair : ils ne veulent pas renoncer aux contrats collectifs, mais ils veulent pouvoir décider seuls du contenu, de la durée et du champ d'application des contrats.

Ce genre de contrats ne nous est pas très utile. Ce dont nous avons besoin, c'est de contrats obligatoires pour tous qui contiennent nos revendications les plus importantes :

- intégration de tous les salarié(e)s dans les contrats, y compris les apprenti(e)s, les auxiliaires, les employé(e)s de bureau et les employé(e)s techniques.
- réajustement salarial automatique et intégral, avec un salaire de base assuré.
- réduction du temps de travail, par la réduction de l'horaire hebdomadaire et l'allongement des vacances.
- possibilités de recyclage payées par le patron.
- salaire égal entre hommes et femmes pour un travail de même valeur.
- protection contre les licenciements, droits syndicaux protégés dans l'entreprise.

Pour obtenir de tels contrats, nous ne pouvons pas spéculer sur la bonne volonté des patrons. Ceux-ci pensent à leurs profits et pas à notre sécurité. Des contrats qui reposent sur la "confiance réciproque", comme le veut l'accord de paix du travail, sans que nous puissions faire jouer notre force avec des syndicats puissants, ne sont que des accords sur du papier. Et l'on voit justement aujourd'hui que la paix du travail, si souvent célébrée, ne garantit pas de contrats dans l'intérêt des travailleurs.

Les travailleurs des arts graphiques de Zurich ont mené une grève d'avertissement. Les travailleurs d'Omega ont organisé une action massive de protestation. Non pas parce qu'ils aiment bien faire grève ou manifester, mais parce qu'ils veulent de vrais contrats collectifs. Pour pouvoir recourir à ces moyens, nous avons besoin de syndicats capables d'organiser une grève ou une manifestation. C'est plus important que d'interminables palabres confidentiels avec les patrons. Mais cela nécessite aussi des syndicalistes actifs qui ne se reposent pas simplement sur leur direction.

Un même développement se déroule au niveau politique. Le gouvernement et les partis bourgeois deviennent de jour en jour plus arrogants. Ils bloquent l'assurance-maladie, remettent l'assurance-accident obligatoire dans les mains avides de profits des assurances privées, élaborent des lois contre nos collègues immigré(e)s. En même temps, ils gonflent les dépenses d'armement et font des coupes sombres dans les dépenses sociales. Le personnel du secteur public, confronté au blocage du personnel et des salaires, est soumis à un stress qui va croissant. Le Parti socialiste (PS) accepte pourtant des compromis de plus en plus pourris, uniquement afin de sauvegarder ses postes au gouvernement et ses strapontins dans l'administration. De cette manière, il mine non seulement les acquis des salarié(e)s, mais aussi les possibilités d'une lutte pour de meilleurs contrats collectifs. Comment le mouvement syndical pourrait-il préparer une lutte active lorsque le PS recule et refuse de livrer bataille ? Le Parti socialiste ouvrier (PSO) pense qu'il serait bien mieux que le PS participe avec l'ensemble du mouvement ouvrier au développement d'une opposition efficace, plutôt que de siéger au gouvernement et de prendre la responsabilité d'une politique anti-ouvrière.

**SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES DE L'HORLOGERIE ET DES ARTS GRAPHIQUES !
POUR DE VRAIS CONTRATS COLLECTIFS !**

Bureau Politique du PSO

Droits égaux

LA BATAILLE NE FAIT QUE COMMENCER

Et voilà le tour est joué ! Pour mettre tout le monde d'accord, les socialistes ne se sont même plus donné la peine de défendre l'initiative populaire pour l'égalité des droits entre hommes et femmes au Conseil des Etats : ils ont voté en faveur du contre-projet du Conseil fédéral. Le débat a donc été rapidement clos. Le temps de quelques interventions qui en disaient long sur la phalocratie régnant dans le Parlement.

* Comme celle, par exemple, du radical Hefti : "Le contre-projet aussi bien que l'initiative entraînent une égalité forcée et artificielle qui ne tient pas compte de la réalité 'physiologique et biologique'".

* ou celle du représentant du PDC, Dillier, qui se préoccupe plus des profits patronaux que des discriminations salariales des travailleuses : il faut "laisser le législateur décider par la suite dans quel domaine cette parité (des salaires) doit être réalisée".

Voilà qui est clair, comme l'est d'ailleurs la précision que Furgler a donnée au moment où il affirmait que le contre-projet garantissait l'égalité de salaire dans le privé comme dans les services publics... pour peu qu'elle n'entrave pas la liberté contractuelle !

Et personne, bien sûr, n'aura relevé que l'alternative, initiative ou contre-projet, imposée par le Conseil fédéral noie les vraies questions, celles des discriminations concrètes que les femmes subissent quotidiennement. Les termes de l'initiative populaire étaient clairs. Le Conseil fédéral s'était dit d'accord avec le principe de l'égalité des droits. Pourquoi alors a-t-il opposé à l'initiative un contre-projet, proche dans ses formulations, si ce n'est pour * brouiller le débat et éviter d'apporter des solutions concrètes aux discriminations les plus criantes, notamment en matière salariale, * tenter de maintenir le statu quo tout en faisant croire qu'on est pour un nécessaire changement en faveur des femmes.

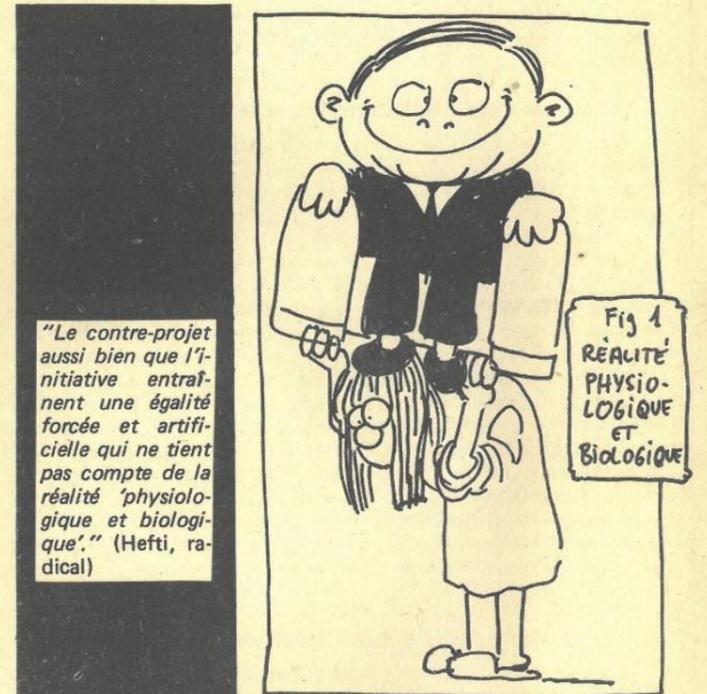
La manoeuvre est connue. Le Conseil fédéral la pratique systématiquement depuis des années pour déjouer des propositions faites par voix d'initiative populaire : il édicte un contre-projet qu'il présente comme plus réaliste. Comme on ne peut voter en faveur des deux textes à la fois, les oui s'annulent, aucune des solutions n'atteint la double majorité des voix et des cantons, et on en reste à l'ancien... après des années de procédure et alors qu'une majorité est pour une modification de la loi. Ce n'est rien moins qu'une manipulation de l'opinion. Elle doit être dénoncée et combattue par le mouvement ouvrier : si contre-projet il y a, il doit être voté séparément, autrement le droit d'initiative perd tout son sens. Cette fois, la manoeuvre du Conseil fédéral a abouti au retrait de l'initiative par le comité de lancement. La décision est tombée le samedi 12 octobre. Ainsi par le jeu des institutions, l'opinion de deux cents parlementaires et de quelques conseillers fédéraux est plus forte que la volonté de dizaines de milliers de signataires de l'initiative. Belle leçon de démocratie !

Mais cette première étape n'aura pas été inutile. La question de l'égalité est maintenant posée sur la scène publique. Et s'il est vrai que le contre-projet a éliminé le délai d'application prévu par l'initiative, on sait bien que ce n'est qu'en engageant des luttes concrètes, sur des cas précis, dans les contrats collectifs, sur les lieux de travail et de formation, partout où les femmes sont discriminées, que le mouvement des femmes et le mouvement ouvrier parvien-

dront à imposer un rapport de forces suffisant pour garantir l'égalité des chances dans l'éducation et la formation professionnelle, à l'embauche et en matière de salaire.

La campagne en faveur de l'égalité des droits a d'ores et déjà commencé; la votation aura peut-être lieu le 4 avril prochain. L'enjeu est de taille, mais le vote n'est qu'un épisode d'une bataille qu'il s'agit dès maintenant de mener à tous les niveaux, et d'abord dans les conventions collectives.

Il est possible de gagner, mais pour cela c'est une mobilisation large de toutes les forces féministes et de l'ensemble du mouvement ouvrier qu'il faut préparer. M. S.



DES CHIFFRES QUI EN DISENT LONG

INDUSTRIE CHIMIQUE

	Salaire brut mensuel en octobre 1979
Ensemble des ouvriers	3 090.-
Ouvriers qualifiés	3 349.-
Ouvriers semi et non qualifiés	3 020.-
Ensemble des ouvrières	2 191.-
Ouvrières qualifiées	2 769.-
Ouvrières semi et non qualifiées	2 179.-

INDUSTRIE DES MACHINES

	Salaire brut mensuel en octobre 1979
Ensemble des ouvriers	2 659.-
Ouvriers qualifiés	2 820.-
Ouvriers semi et non qualifiés	2 489.-
Ensemble des ouvrières	1 826.-
(autres renseignements pas disponibles)	

INDUSTRIE HORLOGERE

	Salaire brut mensuel en octobre 1979
Ensemble des ouvriers	2 593.-
Ouvriers qualifiés	2 850.-
Ouvriers semi et non qualifiés	2 381.-
Ensemble des ouvrières	1 788.-
(autres renseignements pas disponibles)	

Source : Services publics, 2 octobre 1980.

Vers une grève nationale

Les grèves d'avertissement à Zurich, Winterthour, Schaffhouse, Lausanne, Genève et sur la Riviera vaudoise le montrent : la discussion sur les mesures nationales de luttes n'est pas simplement verbale, elle est aussi menée sur la base d'expériences. Les discussions de l'assemblée nationale des hommes de confiance qui réunit 350 collègues à Berne le 18 octobre donnèrent la même impression. La décision fut prise, presque à l'unanimité, de recommander aux sections d'élire des comités de lutte pour préparer concrètement des actions de lutte dans les entreprises et les sections, coordonnées au niveau national. On proposa au Comité Central de convoquer, si une majorité des deux tiers ne se dégageait pas lors de la votation à la base, une assemblée extraordinaire des délégués, chargée de prendre une décision définitive.

Les grèves d'avertissement dans les sections du SLP mentionnées ci-dessus sont la meilleure propagande pour un oui massif dans la votation à la base sur les mesures de lutte. La majorité qualifiée des deux tiers n'est pas encore assurée. Mais elle est nécessaire pour éviter une nouvelle épreuve de force dans le SLP.

La majorité des sections romandes semble notamment en mesure d'obtenir les deux tiers. En Suisse allemande, il subsiste toutefois quelques inconnues. Ainsi, par exemple, on ne peut pas estimer avec précision les effets du "oui" aux mesures de lutte des hommes de confiance bernois sur le résultat de la votation à Berne. Rappelons que la section de Berne, avec celles de Saint-Gall et de Bâle, a fortement contribué à la forte proportion de oui au projet de contrat lors de la votation à la base sur les résultats des négociations. Au moment du décompte, tous les oui seront cependant nécessaires. Il est donc très positif que le vice-président du SLP, Fredy Aeberli ait pu défendre le point de vue des partisans des mesures de lutte lors d'une assemblée de section à Bâle. Cette intervention laissera certainement des traces...

Les mesures de lutte sont importantes pour l'avenir

Un oui massif lors de la prochaine votation à la base est très important pour le SLP. Un oui massif suivi d'actions de lutte augmenterait de beaucoup la crédibilité du syndicat auprès de nombreux travailleurs et travailleuses des arts graphiques, encore passifs aujourd'hui. Cela leur montrerait que les provocations patronales ne restent pas sans réponse du côté syndical; que les décisions du SLP ne sont pas simplement des actes pour la galerie, mais des mesures pour développer l'activité syndicale. En outre un oui massif aux mesures de lutte prouverait qu'une nette majorité des membres soutient la ligne décidée par le syndicat. Ce qui est une condition essentielle pour mener des actions de lutte victorieuses dans les sections.

L'expérience de la grève d'avertissement zurichoise montre justement que les actions offensives permettent le mieux de construire le syndicat. Les hommes de confiance ont eu le temps dans les entreprises d'expliquer aux collègues encore incertains ce qu'est le SLP. Ces nouvelles adhésions — plus de deux douzaines après la grève d'avertissement — parlent un langage clairement en faveur d'un travail d'entreprise actif des hommes de confiance. Quelques travailleurs du syndicat chrétien dissident SAG purent aussi être gagnés au SLP.

Des actions de popularisation sont nécessaires

L'association patronale cherche constamment à discréditer le SLP dans l'opinion publique. Les travailleurs et les travailleuses des arts graphiques ayant déjà obtenu les 40 heures et des salaires relativement hauts, devraient enfin se tenir tranquilles. Ces messieurs ne disent bien sûr pas que les améliorations matérielles sont le résultat de luttes et qu'aujourd'hui ce ne sont pas prioritairement les revendications salariales ou de temps de travail qui sont au premier plan. Ainsi, seule la grève à Genève et Lausanne permit — avec les 90 o/o de partisans de mesures de lutte lors de la votation à la base — de conquérir les 40 heures en 1977. Il faut aussi répéter à l'opinion publique que le SLP n'est pas constitué de deux sortes de membres : il n'y a pas d'un côté des gens réfléchis et de l'autre des utopistes et des agitateurs, mais un syndicat qui prend toutes ses décisions démocratiquement.

Une percée est possible

Un oui massif dans la votation à la base suivi de mesures de luttes est le meilleur moyen de poursuivre l'unification du SLP. Il montrera aussi aux patrons de l'ASAG qu'à l'avenir les plans patronaux ne seront pas applicables sans résistance syndicale. Ce qui évidemment fait déjà réfléchir les patrons. D'où la relative prudence de leurs porte-parole qui, publiquement, prennent toujours bien soin de ne pas exclure totalement la possibilité de négociations avec le SLP. Ce qui constituerait une nouvelle fois, après 1977, une épreuve difficile pour l'association patronale. Des démissions ne seraient pas exclues. Par amour de la paix du travail...

Quoi qu'il en soit : l'issue de la confrontation n'aura pas seulement des conséquences pour le syndicat des arts graphiques, mais aussi pour l'ensemble du mouvement ouvrier organisé en Suisse. Une victoire du SLP, s'appuyant sur des actions de lutte lors d'une négociation contractuelle, permettrait à l'USS d'avoir quelques raisons de fêter son centenaire.

21. 10. 1980, HGZ

débrayage à Genève...

L'appel du Syndicat du Livre et du Papier (SLP) à un débrayage d'avertissement a été suivi à environ 90 o/o dans les grandes entreprises de la place. La majorité des grévistes — 500 personnes — sont venus à l'assemblée qui a eu lieu pendant le débrayage, de 10 h. à midi. Le comité du SLP-Lausanne, la VPOD (GE), l'Union des Syndicats du Canton de Genève (USCG) ainsi que le Comité de l'Union Suisse des Lithographes (USL) se sont solidarisés avec les grévistes. L'USL a souligné que ses problèmes et ceux du SLP étaient liés et que la victoire de l'un serait aussi la victoire de l'autre.

Les interventions dans la salle ont mis en évidence une différence essentielle entre la grève de 1977 et celle qui est prévue nationalement pour l'obtention du contrat : en 1977, il a fallu se battre sur deux fronts, contre les patrons et contre la majorité des instances centrales du syndicat; aujourd'hui, au contraire, une large unité se dessine à l'échelle nationale. Tous les orateurs ont insisté sur la nécessité de voter oui aux mesures de luttes au niveau national et ont relevé que, même au cas — bien peu probable — où les 2/3 de oui nécessaires ne seraient pas atteints, cela ne signifierait nullement une acceptation du contrat tel qu'il est. L'assemblée a approuvé la mise en place d'un comité de grève avec des représentants de chaque entreprise et a voté massivement la résolution suivante :

"L'assemblée de débrayage du SLP-Genève, proteste énergiquement contre le refus patronal d'entrer en négociations. Elle exige que les revendications formulées dans le cahier déposé en décembre 1979, soient satisfaites le 30 novembre 1980.

Ces revendications sont essentiellement :
— le plein 13ème mois de salaire dès la fin 1980.
— la garantie de l'emploi avec un droit inaliénable au recyclage pour tous.

— une garantie claire quant à la rémunération des fonctions, donc une définition des professions (art. 20) et un champ d'application sans aucune discrimination.
— des salaires dignes de ce nom, y compris pour les auxiliaires hommes et femmes et les jeunes sortant d'apprentissage.
— une protection efficace des hommes de confiance.
— une protection des femmes enceintes.
et pour l'unité avec les lithos :
— un contrat de deux ans avec une paix du travail sur ce qui est dans le contrat et non un chèque

en blanc aloué au patronat. L'assemblée s'engage à suivre tout mot d'ordre lancé par le syndicat après la votation du 30 octobre 1980.

Elle appelle tout le monde à voter oui aux mesures de lutte le 30 octobre 1980.

Enfin, l'assemblée mandate le Comité de section pour lancer tout mot d'ordre utile contre toute mesure de représailles contre des personnes ayant débrayé.

Un comité de grève est convoqué à partir de l'assemblée générale d'aujourd'hui.

Il est constitué d'une délégation de chaque entreprise et de quartier.

L'assemblée du débrayage du 21 octobre 1980"

Le Parti Socialiste Ouvrier et ses militants dans les arts graphiques mettront tout en oeuvre pour assurer le succès de la lutte des travailleurs de l'imprimerie.

correspondant arts graphiques Genève



... et Lausanne

Plus de 400 travailleurs et travailleuses des arts graphiques se sont réunis en assemblée le jeudi 23 octobre lors du débrayage d'avertissement de 2 heures. Comme la section de Nyon-la Côte tenait sa propre assemblée au même moment, la participation peut être qualifiée de très bonne. D'autant plus que les menaces patronales à l'égard des grévistes n'ont pas manqué. On estime que le mot d'ordre de grève a été suivi à près de 80 o/o, atteignant les 90 o/o dans certaines grandes entreprises, où la production était presque totalement bloquée.

L'assemblée s'est ouverte par la lecture des messages de soutien et de solidarité envoyés par l'Union syndicale lausannoise, le Parti socialiste, la FOBB, le Cartel syndical vaudois, l'Union suisse des lithographes, la VPOD-Vaud Etat, la CRT, la FCOM et le Parti socialiste ouvrier (PSO, ex-LMR).

Un rapport a ensuite été présenté sur la situation actuelle, soulignant l'importance, vu les restructurations à venir, de la revendication concernant l'article 20 du contrat de travail (CCT), qui vise à soumettre au CCT non pas les travailleurs, mais les postes de travail, les fonctions, ce qui permet d'intégrer ainsi les non-qualifié(e)s qui exécutent des tâches de professionnels.

L'assemblée a ensuite voté, à l'unanimité, la résolution suivante :

"Les travailleurs et travailleuses de l'imprimerie, réunis en assemblée d'avertissement le 23 octobre 1980 à Lausanne, exigent :
— que l'ASAG reprenne immédia-

tement les négociations interrompues le 30 mai 1980.

— qu'un contrat collectif satisfaisant soit conclu avant le 30 novembre 1980.

L'assemblée appelle tous les membres de la section de Lausanne à voter un oui sans condition aux mesures de luttes sur le plan national le 30 octobre prochain.

Au cas où l'ASAG persisterait dans son refus de négocier sérieusement les revendications ouvrières, l'assemblée se déclare fermement décidée à utiliser tous les moyens de lutte propres à contraindre les patrons à céder.

L'assemblée demande que la commission tarifaire du SLP mène les nouvelles négociations sur la base des 7 revendications ouvrières, selon le mandat de la dernière assemblée des délégués.

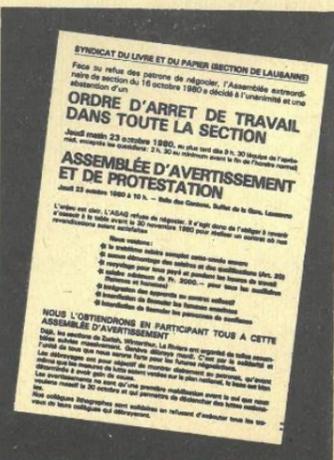
Elle décide d'ores et déjà de suivre les mesures de lutte nationales décrétées par le Comité central et à bloquer la production d'imprimés et de journaux jusqu'à satisfaction des revendications.

L'assemblée met en garde le patronat en ces termes :

"Toute tentative de représailles envers des travailleurs qui auront débrayé entraînera une riposte immédiate, par le déclenchement de nouvelles grèves."

On le voit, la combativité est forte et laisse bien présager de l'avenir de la lutte.

corresp. arts graphiques Lausanne





La bourgeoisie lausannoise est en train de prouver qu'elle n'a rien à envier à son homologue zurichoise dans le domaine de l'hystérie répressive; tout lui est bon, en effet, pour tenter de casser le mouvement des jeunes qui "perturbe" sa belle cité depuis bientôt un mois : campagne de calomnies visant à criminaliser "Lausanne bouge" — qui serait composé, à en croire le syndic Delamuraz, de "casseurs" et de "paumés parmi les paumés" —, interventions et provocations systématiques de la police contre les manifestations, arrestations en masse et tabassages dans les postes, utilisation d'indicateurs et de provocateurs dans le mouvement, etc. Bref, la Municipalité ne recule devant rien pour intimider les jeunes qui se reconnaissent dans "Lausanne bouge", les isoler du reste de la jeunesse et surtout de la population — les travailleurs en particulier. L'intervention massive de la police contre la manifestation du samedi 18 octobre en aura apporté une preuve supplémentaire, si besoin était.

"Lausanne bouge" :

Une municipalité de matraqueurs !

Un déploiement policier sans précédent à Lausanne

Cette manifestation, totalement pacifique, avait pour but l'occupation d'une maison qui a été léguée à la Commune pour la jeunesse par son propriétaire et qui pourrait donc lui être attribuée comme centre autonome. La Municipalité a fait intervenir la police alors que les manifestants occupaient cette bâtisse dans le calme, sans commettre aucun dégât; l'intervention a été d'une brutalité inouïe : charges, gaz et balles en caoutchouc contre les jeunes qui ressortaient tranquillement, bras levés, du "centre autonome", lâchage de chiens contre certains d'entre eux, matraquages et tabassages dans les postes.

Tout au long du reste de la journée, la police a continué à faire régner un climat d'état de siège à Lausanne : quadrillage de la place Arlaud, intervention de flics anti-émeute contre des jeunes isolés à la Riponne, charges sans sommation contre la centaine de manifestants qui s'étaient réunis sur le parvis de 24 Heures pour y tenir une conférence de presse. La police a arrêté plus de 80 personnes dans l'arbitraire le plus complet, et en exerçant de nombreux sévices (un manifestant est même resté dans le coma !).

Le calcul de la Municipalité

Bien entendu, l'hystérie répressive de la Municipalité contre le mouvement des jeunes ne provient pas d'une quelconque malformation congénitale des chromosomes de "nos édiles municipaux".

Ainsi que le notait l'article paru à ce sujet dans la dernière brèche, la bourgeoisie lausannoise a parfaitement compris la dynamique politique d'un mouvement comme "Lausanne bouge". Elle sait qu'au-delà de ses revendications immédiates un tel mouvement peut très vite être amené à s'attaquer à l'organisation capitaliste des loisirs, et surtout du travail; elle saisit très bien le danger que représente pour elle le fait que des jeunes — des jeunes travailleurs en particulier — fassent aujourd'hui une première expérience de lutte collective, qui peut les amener demain à participer à la renaissance d'un mouvement ouvrier combatif dans les entreprises.

C'est ainsi que s'explique la politique de répression brutale de la Municipalité, dont l'objectif est de casser le mouvement des jeunes avant que celui-ci n'élargisse le champ de ses revendications, son audience dans le reste de la jeunesse

et auprès des travailleurs adultes et de leurs organisations. Il ne fait pratiquement aucun doute que, dans l'esprit de la Municipalité, l'intervention massive et brutale de samedi passé devait mettre un point final au mouvement, la répression subie par les jeunes devant les dissuader de participer à de nouvelles manifestations. En outre, l'opération semblait pouvoir être légitimée aux yeux de la population, l'épisode — voulu ? — de l'occupation des Galeries du Commerce le samedi précédent ayant été monté en épingle de manière à la convaincre que la non-intervention de la police dans de telles occasions laissait le champ libre aux "casseurs".

Mais il n'est pas sûr que la Municipalité ait fait là un bon calcul...

L'avenir du mouvement

Certes, la politique d'intimidation de la bourgeoisie commence à faire sentir ses effets au sein du mouvement, et surtout parmi les jeunes qui le soutiennent sans pour autant participer à toutes ses actions; beaucoup d'entre eux commencent à penser que le prix à payer (tabassages dans les manifs ou au poste, risque d'être inculpé

pour délit d'émeute) est trop fort pour un mouvement qui n'a encore obtenu satisfaction sur aucune de ses revendications, en particulier en ce qui concerne le centre autonome.

Mais la Municipalité est cependant loin d'avoir "emporté le morceau" : l'expérience de deux tentatives d'occupation infructueuses, la confrontation systématique avec la répression ont également stimulé une discussion à l'intérieur du mouvement, aussi bien sur ses objectifs que sur ses formes d'action. Nécessité de ne pas limiter la lutte au terrain des "espaces libres", mais de s'attaquer également à l'exploitation des apprentis, refus de la "casse" qui isole le mouvement, importance d'expliquer ses objectifs aux autres jeunes et à la population pour développer un rapport de forces face à la Municipalité, ces idées commencent à faire leur chemin. Ce début de clarification interne du mouvement s'est exprimé entre autres par la décision d'envoyer une lettre ouverte à la Municipalité et par la formation de groupes de travail (centre autonome, écoliers, apprentis) pour préparer la prochaine Assemblée générale.

Loin d'être cassé, le mouvement est donc plutôt actuellement à la recherche d'un second souffle.

Et le mouvement ouvrier ?

L'avenir du mouvement dépend évidemment d'un autre facteur : l'attitude que va adopter le mouvement ouvrier lausannois — en particulier ses principales organisations politiques, PS et POP — à son égard. Dans l'immédiat : si les partis ouvriers continuent à laisser la bourgeoisie parler seule au nom de la population, l'isolement du mouvement — et donc sa vulnérabilité à la répression — ne peuvent qu'en être renforcés. A plus long terme : la possibilité pour les jeunes de définir plus clairement leurs aspirations, de reconnaître leur véritable ennemi, sera largement conditionnée par la réponse des organisations ouvrières — les syndicats par exemple — à leur révolte, par leur capacité de leur faire des propositions d'action.

Le mouvement ouvrier lausannois doit donc rompre au plus vite avec l'attitude de pseudo-neutralité adoptée jusqu'à maintenant par ses principales organisations, attitude

qui revient à une acceptation de fait des méthodes antidémocratiques que la Municipalité emploie contre le mouvement des jeunes — qui peuvent être demain utilisées contre les travailleurs. Il doit s'engager résolument et dans l'unité aux côtés des jeunes contre les violences et la répression policière.

Le Parti socialiste, en particulier, doit choisir de quel côté — celui de la matraque ou celui de la solidarité avec les jeunes — il se place, ainsi que l'ont demandé eux-mêmes plusieurs de ses membres — dont ceux de la Jeunesse socialiste. Si le PS ne veut pas que sa politique lui soit dictée par la majorité bourgeoise de la Municipalité, il doit exiger la démission de son municipal Cruchaud, véritable otage de Delamuraz.

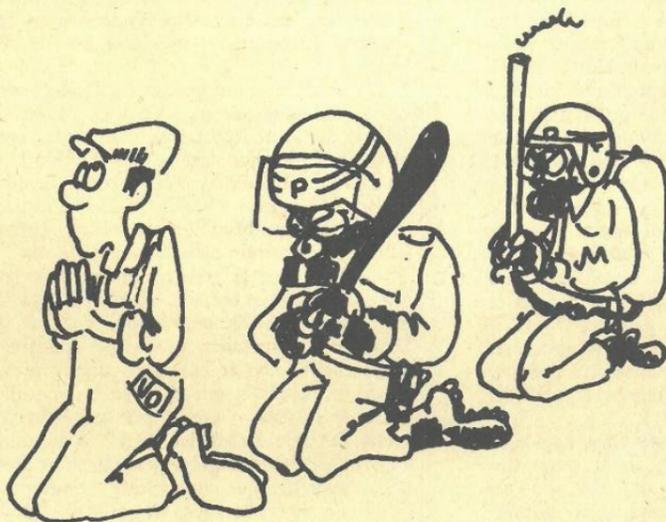
Godio

Le POP n'en veut rien savoir

Lors de sa conférence de presse à propos des démissions dans le POP vaudois, la direction de ce parti a dû préciser sa position à l'égard du mouvement des jeunes à Lausanne. On a eu droit d'abord aux explications du président du POP Berthoud, qui, reprenant les arguments parus dans la VO, souligna que le mouvement était hétérogène, flou et qu'il ne voulait visiblement pas être récupéré. Le POP ne se sentait donc pas forcé de prendre position. Le POP ne prend-il donc position que sur demande express, ou sur rendez-vous peut-être ?

Les choses prirent une tournure encore plus étonnante lorsque le secrétaire du POP, Contini, en répondant aux questions naïves d'un journaliste — qui persistait à voir une dimension politique dans le mouvement des jeunes (où diable a-t-il pu trouver une telle idée ?) — déclara que le POP n'avait pas pour habitude de soutenir par principe tous les mouvements d'opposition : le fascisme aussi est un mouvement d'opposition... Après cela, il ne restait plus à André Muret qu'à tirer l'échelle en rappelant accessoirement les thèses de Marx et d'Engels sur le lumpen-prolétariat, qu'on appelle aujourd'hui le "milieu" et qui sert les forces réactionnaires !

Les jeunes sont donc prévenus : avant de demander poliment au POP de bien vouloir prendre position, il leur faudra présenter un certificat de bonnes vie et moeurs.



"IL FAUT SOUHAITER TRÈS VIVEMENT QUE LA POLICE VEILLE STRICTEMENT (...) À NE PAS SE LAISSER ENTRAÎNER À D'INADMISSIBLES BRUTALITÉS"

(V.O. 10.10.80)

Le passage du capitalisme international à l'âge de l'impérialisme mit fin au travail d'accouchement du mouvement ouvrier suisse. Par la fondation de l'Union syndicale suisse en 1880 et du Parti socialiste suisse en 1888 la classe ouvrière se donnait des organisations durables, qui en même temps sanctionnaient sa séparation définitive de l'aile radicale et démocratique de la bourgeoisie.

Le premier syndicat national, celui des typographes, fut fondé en 1858. L'Union suisse des typographes était, à l'origine, également ouverte aux maîtres-imprimeurs, qui ne fondèrent qu'en 1861 leur propre organisation. En 1867, les tailleurs faisaient de même, en 1873 la Fédération des ouvriers sur bois vit le jour. La Fédération des ouvriers de la métallurgie ne sera créée qu'en 1888. L'influence artisanale était forte dans le jeune mouvement ouvrier suisse, elle explique le poids des courants anarchistes et coopérativistes, comme la difficulté qu'il y eut à se séparer des patrons, qui travaillaient souvent sur le même banc dans l'atelier.

Par rapport à l'existence de différents syndicats isolés, le développement d'un mouvement syndical national et centralisé représente un grand pas en avant pour les salariés. Les syndicats organisent les travailleurs là où ils subissent l'exploitation et où naît la division en classes, dans la fabrique et l'usine. Ils permettent aux travailleurs de vendre collectivement — donc à meilleur prix — leur force de travail.

DES DEBUTS TIMIDES

C'est une plante bien fragile qui fut plantée le 7 novembre 1880 à Olten. L'Union syndicale générale de Suisse comme s'appelait alors le successeur de l'ancienne Fédération ouvrière défunte ne réunissait que 12 sections et 133 membres.

Le programme de 1881 ne parle pas moins de "victoire sur la domination du capital... car aucun gouvernement par le peuple et pour le peuple n'est possible tant que la grande masse dépend, dans son existence, de quelques-uns". Il s'opposait à la division et à la concurrence entre les salariés du monde entier, que ce soit selon la race, le sexe ou l'âge. Même si ces déclarations idéologiques visent surtout le but à atteindre, la différence avec l'idéologie nationaliste de la paix du travail adoptée plus tard par le mouvement syndical n'en saute pas moins aux yeux.

Le programme immédiat contenait une série de revendications syndicales : réduction du temps de travail, augmentation des salaires, interdiction du travail des enfants, par exemple. Ce document exigeait aussi un "même salaire pour une même quantité de travail, qu'elle soit exécutée par des hommes ou par des femmes".

A la question de savoir comment réaliser ces revendications, le programme répond laconiquement : s'organiser. Il illustre une volonté d'organiser les travailleurs pour leurs revendications élémentaires et, si besoin est, de les conduire au travers de confrontations partielles avec les patrons — sans pour autant discuter d'une stratégie anticapitaliste. Le renversement du capitalisme n'apparaît que comme un lendemain qui chante, bien éloigné des tristes réalités de la lutte quotidienne. Toutefois, la bourgeoisie est clairement désignée comme l'ennemi du travailleur et du progrès humain. C'est là la manifestation d'une conscience de classe syndicale, élémentaire, qui s'exprime dans la volonté d'une petite minorité active, qui veut, par son organisation, devenir la majorité.

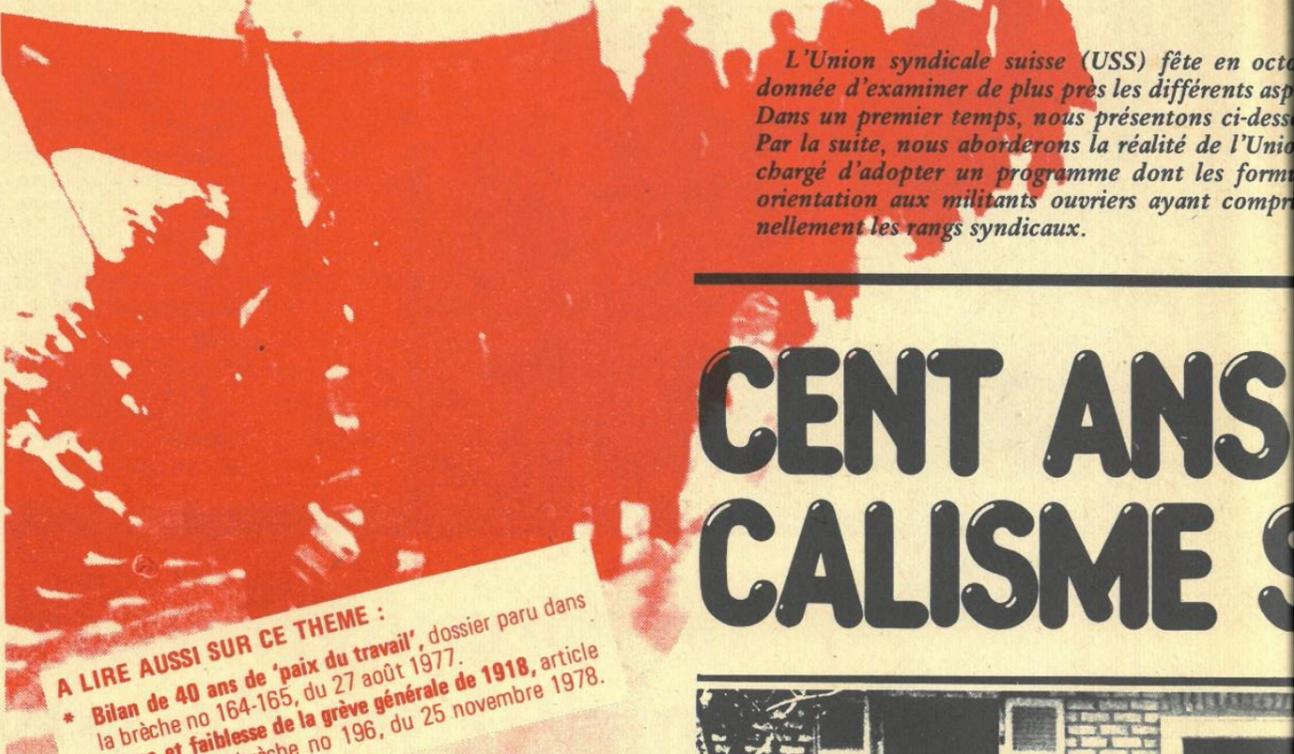
L'ESSOR DE LA CONSCIENCE DE CLASSE

Au tournant du siècle, l'USS était encore faible. Ses fédérations réunissaient en 1903 16 593 hommes et femmes. Elles n'organisaient donc qu'une faible partie des 200 000 travailleurs de l'industrie, sans parler des autres couches de salariés.

Dans les quinze années qui vont suivre, et à la suite de la formation d'une grande industrie suisse dans les années 1880-1900, les syndicats vont connaître un développement rapide, que l'on ne peut toutefois complètement saisir qu'en relation avec la situation internationale. A partir du début du siècle, les tensions du capitalisme international augmentent, le développement de la polarisation de classe est sensible, même si le long boom économique dure encore jusqu'en 1913. La révolution russe de 1905 ouvre une période de lutte des classes plus virulente. La même année, une grève de masse des mineurs allemands déclenche le célèbre débat sur la grève de masse, la grève générale. Les dirigeants ouvriers suisses n'évitèrent pas ce débat, dans lequel il s'agissait de savoir si les syndicats devaient aussi organiser des actions unitaires de masses pour des objectifs politiques. Pour la gauche, il fallait surtout empêcher la division entre politique et syndicat.

A partir de 1905, on assiste à une puissante poussée des syndicats suisses. Le nombre des membres de l'USS passe de 16 600 en 1903 à 223 000 en 1919.

Comment peut-on expliquer cette croissance explosive des syndicats ? La croissance numérique de la classe ouvrière, qui doubla entre la fin du XIXe et 1920, joue un certain rôle. Mais l'élément principal provient de la politisation de centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses. Ce développement de la conscience n'était pas le résultat de l'action de propagandistes syndicaux particulièrement habiles. La politisation des masses ouvrières provenait bien plus des luttes très nombreuses et dures que le mouvement ouvrier menait alors contre les patrons et la bourgeoisie. Dans ces combats, les travailleurs apprenaient à distinguer l'ami de l'ennemi, reconnaissaient l'utilité d'avoir leurs propres organisations. Une minorité commença à se convaincre qu'il fallait chercher une stratégie qui permette d'en finir une bonne fois avec le capitalisme.



L'Union syndicale suisse (USS) fête en octobre l'anniversaire de sa fondation. Dans un premier temps, nous présentons ci-dessous l'histoire de l'USS. Par la suite, nous aborderons la réalité de l'Union syndicale suisse chargée d'adopter un programme dont les formations syndicales ont orienté les militants ouvriers ayant compris la nécessité de la séparation définitive des rangs syndicaux.

CENT ANS DE CAPITALISME S

A LIRE AUSSI SUR CE THEME :
* Bilan de 40 ans de "paix du travail", dossier paru dans la brèche no 164-165, du 27 août 1977.
* Force et faiblesse de la grève générale de 1918, article paru dans la brèche no 196, du 25 novembre 1978.

Les luttes ne se limitaient pas seulement aux grèves pour des motifs économiques. En 1902 à Genève, en 1907 dans le canton de Vaud (Orbe, Lausanne et Vevey), et en 1912 à Zurich se déroulèrent des grèves générales locales dans lesquelles le mouvement ouvrier se heurta à l'Etat, le conflit prenant une dimension politique évidente par l'intervention de l'armée. L'essor de la conscience de classe ainsi déclenché porta le mouvement ouvrier à un stade supérieur.

Des éléments d'une conscience de classe révolutionnaire commencèrent à se manifester dans le mouvement ouvrier, ce que l'on peut par exemple constater à travers son attitude vis-à-vis de l'armée. Ainsi en 1906, le congrès du Parti socialiste, "en accord étroit avec l'Union syndicale" exigea des garanties contre l'engagement de la troupe en cas de grève et menaça : "aussi longtemps que ces garanties ne sont pas données, il (le Parti, réd.) conseille aux soldats de refuser d'obéir si on leur donne l'ordre d'attaquer des travailleurs en grève ou d'utiliser leurs armes contre eux".

NEUTRALITE SYNDICALE ET GREVE DE MASSE

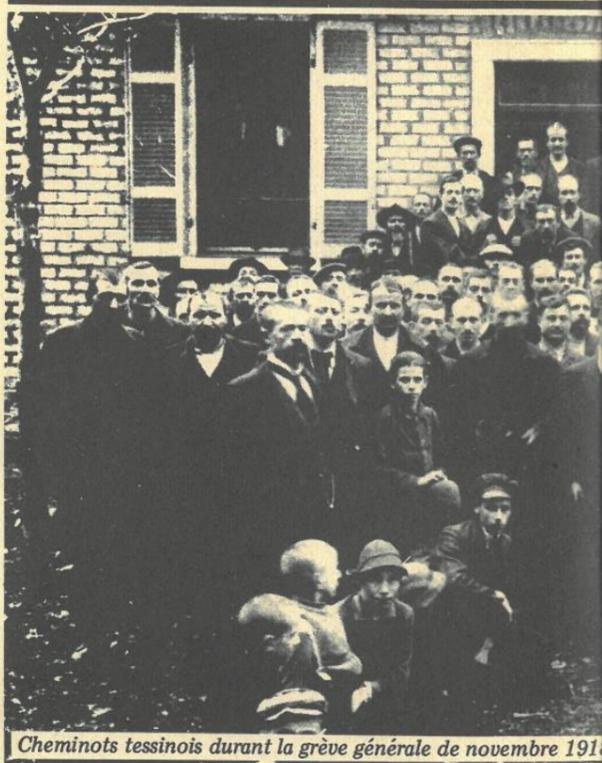
L'aiguinement de la lutte des classes et l'essor du mouvement syndical placèrent peu à peu ce dernier devant des questions stratégiques fondamentales. Les différentes conceptions se cristallisèrent autour de deux questions discutées au début du siècle dans les syndicats.

Le premier débat concernait la "neutralité syndicale". En 1899 et dans les années suivantes, l'USS se plaça sur le terrain de la neutralité politique et religieuse. En se limitant aux revendications purement économiques, elle devait permettre une large organisation des travailleurs et empêcher la menace d'une scission par les syndicats chrétiens. Derrière cette conception de la neutralité politique se profilait la stratégie des dirigeants syndicaux droitiers, visant à éviter tout affrontement politique avec la bourgeoisie et son Etat.

Ce courant connut alors un échec retentissant : la scission et la naissance des syndicats chrétiens ne purent être évitées. Et le renforcement massif des syndicats ne se fit qu'après l'adoption d'un cours combatif. Lors du congrès de 1906 de l'USS, un courant, qui sur ces questions ne se ralliait ni à la droite ni à l'aile gauche déclarée, devint majoritaire. Une modification statutaire confirma que l'USS se situait sur le terrain de la lutte des classes.

Le débat sur la grève de masse dans le mouvement ouvrier se prolongea en Suisse lorsqu'en 1910 l'Union syndicale commença à discuter du problème de la grève générale. Dans cette discussion, une autre question — à laquelle le mouvement ouvrier européen devait se voir brutalement confronté après la première guerre mondiale — montra le bout de l'oreille : celle de la prise du pouvoir. Après la grève générale zurichoise de 1912, le congrès syndical de 1913 débattit de la grève générale. Cet instrument de lutte n'était envisagé que comme une mesure purement défensive en cas de graves attaques des autorités. En tant que moyen pour imposer des revendications, la grève générale n'était pas du tout admise, l'organisation la plus complète possible des travailleurs devant y suffire.

Les limites de la direction centriste deviennent ici évidentes : elle pouvait certes propager une idéologie farouchement anticapitaliste, diriger de dures luttes partielles et construire ainsi le syndicat. Mais dès que des questions politiques amenaient le problème de l'affrontement général avec la bourgeoisie, cette direction s'opposait aux masses radicalisées, aux moyens de luttes et aux revendications permettant d'aller de l'avant. Ainsi, elle acceptait finalement la séparation entre les syndicats et la politique.



Cheminsotens tessinois durant la grève générale de novembre 1918

LA GREVE GENERALE

La grève générale de 1918 représente l'apogée de la lutte des classes en Suisse. Près de 300 000 salariés se virent confrontés, dans leur lutte pour des revendications élémentaires, au pouvoir politique de la bourgeoisie. La séparation traditionnelle entre la lutte syndicale et la lutte politique disparut dans la dynamique propre de ce combat. A ce stade du conflit, les directions syndicales passèrent à l'arrière-plan. Le combat fut centralisé par le Comité d'action d'Olten, composé de syndicalistes et de socialistes. Par ses déclarations radicales et héroïques le Comité d'action faisait ce qu'il pouvait pour contenir la grève générale au niveau d'un mouvement revendicatif et y mettre fin le plus rapidement possible.

Toutefois, la grève générale s'est révélée être un moyen d'action très efficace. L'élection du Conseil national à la proportionnelle et la réduction du temps de travail furent ainsi obtenues, alors que la bourgeoisie était obligée de reconnaître l'AVS, du moins comme revendication.

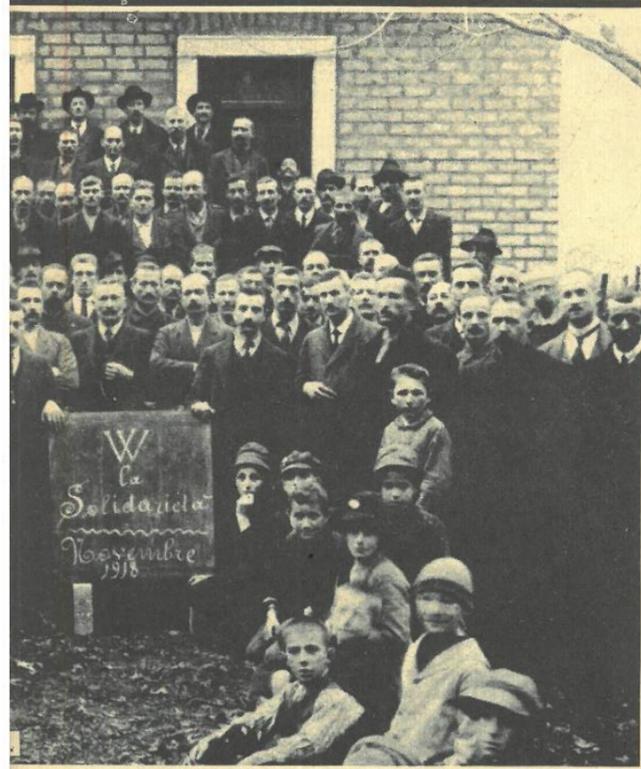
Suite à la grève générale, 50 000 nouveaux membres rallièrent, en une année, le mouvement syndical, qui atteignit un niveau jamais dépassé depuis lors. Le refus de la social-démocratie d'utiliser la grève générale comme un tremplin pour d'autres défis au pouvoir de la bourgeoisie entraîna un certain reflux et l'équilibre des forces devint instable dans les années 20. Le nombre des membres de l'USS se réduisit de 223 588 en 1919 à 149 997 en 1925.

UNE CHANCE HISTORIQUE POUR LE PARTI COMMUNISTE

L'essor de la révolution internationale et l'expérience de la grève générale débouchèrent en Suisse aussi sur la formation d'une avant-garde ouvrière, rassemblant des milliers de travailleuses et de travailleurs expérimentés, présents dans les entreprises. D'autres dizaines de milliers considéraient de manière de plus en plus critique la direction réformiste, qu'ils suivaient encore. Pour le Parti communiste suisse (PCS), fondé en 1921, la possibilité historique de pouvoir enlever la direction des syndicats aux partisans de la collaboration de classe était réelle. L'implantation du PCS lui donnait de bonnes chances : en 1922 il était à la tête de quatre syndicats, parmi lesquels les grandes fédérations des ouvriers du bâtiment (aujourd'hui FOBB) et des

bre son centième anniversaire. L'occasion nous est ainsi
 de l'action de la "vieille dame" du syndicalisme suisse.
 us un premier aperçu de l'histoire du mouvement ouvrier.
 syndicale suisse aujourd'hui, les résultats de son congrès,
 ations générales ne fournissent malheureusement aucune
 la nécessité de renforcer politiquement et organisation-

DE SYNDI- SUISSE



travailleurs du commerce, des transports et de l'alimenta-
 tion (FCTA). Le PCS était dominant dans les cartels syndi-
 caux de Zurich, Bâle et Schaffhouse.

Mais cette puissante force fut gaspillée par l'incapacité
 politique du PCS de réaliser le front unique ouvrier. Le
 PCS ne réussit pas à porter dans le mouvement syndical des
 propositions d'action centrales qui auraient permis une dé-
 fense efficace des intérêts ouvriers et une croissance corres-
 pondante de l'influence communiste. Les fractions commu-
 nistes s'affairaient sans réelle centralisation, ne développant
 que peu d'initiatives politiques. Le PCS considérait le front
 unique surtout comme un moyen organisationnel qui per-
 mettait de placer les réformistes devant le choix de se reti-
 rer ou de participer à l'action. La ligne du front unique fut
 vidée de son sens dès 1924 : le PCS commença alors à parler
 d'"unité à la base".

Dès 1927, il commença à jeter complètement par-dessus
 bord la tactique du front unique et son orientation vers la
 conquête des syndicats. Le parti adopta une ligne de scis-
 sion du mouvement syndical et de construction de syndi-
 cats "rouges". En 1927, le PC entraîna le cartel syndical
 bâlois dans un conflit avec la direction de l'USS en pre-
 nant consciemment le risque d'une exclusion - qui se
 réalisa effectivement.

Son résultat en fut une division profonde et une démo-
 ralisation du mouvement syndical bâlois. Les dénonciations
 de plus en plus stridentes de la trahison réformiste ne
 purent empêcher le déclin de l'influence communiste dans
 le mouvement syndical. En 1930, le dernier représentant du
 PC dans les instances dirigeantes de l'USS disparaissait. Le
 PC conserva bien quelques bastions et mena différentes
 luttes; il était cependant politiquement coupé des larges
 masses.

LE CORSET DE LA PAIX DU TRAVAIL

Dans les années 30, les directions syndicales réussirent,
 avec une facilité surprenante, à faire entrer le mouvement
 ouvrier dans le corset de la paix du travail. L'une des rai-
 sons de ce "succès" réside dans les défaites dévastatrices
 subies par les mouvements ouvriers allemand, français
 et espagnol entre 1933 et 1939. Deuxièmement, le PCS
 se révéla incapable de s'opposer efficacement aux partisans

de la collaboration de classe. Troisièmement, le cours
 d'intégration à l'Etat bourgeois du Parti socialiste suisse
 (PSS) joua un rôle important. La crise fut utilisée par le
 PSS pour se faire valoir auprès de la bourgeoisie comme
 un parti modéré, capable de prendre en compte les intérêts
 "d'ensemble" de l'économie. Avec la direction de l'USS,
 le PSS reprit la "théorie" selon laquelle "la crise plaçait la
 communauté populaire au-dessus de la classe". Ce qui
 ouvrait toute grande la porte non seulement au nationalis-
 me et à la collaboration avec la bourgeoisie, mais per-
 mettait au PS d'obtenir son premier siège au Conseil fédéral
 en 1943.

Pendant la crise économique du début des années 30, les
 patrons - ceux de la métallurgie aussi - frappèrent sans
 pitié, recourant aux baisses de salaire, aux licenciements. La
 direction de la Fédération des ouvriers de la métallurgie et
 de l'horlogerie (FOMH, aujourd'hui FTMH) recula sans
 cesse et commença à entonner de plus en plus fort l'hymne
 à la solidarité nationale entre les patrons et les travailleurs.
 La victoire d'Hitler fournit aussi une occasion de plus pour
 chercher un rapprochement avec le capital. Après l'étran-
 glement d'un courant combatif et des mois de diplomatie
 secrète, Konrad Ilg signait, au nom de la FOMH, l'accord de
 paix du travail le 19 juillet 1937. La collaboration de classe
 triomphait, le syndicat renonçait complètement à la grève
 comme moyen de lutte. Cette capitulation de la FOMH,
 le plus grand syndicat de l'USS, fit tache d'huile sur les
 autres fédérations et entraîna une intégration profonde,
 des décennies durant, du mouvement ouvrier.

DANS LE BOOM DE L'APRES-GUERRE

Numériquement, l'USS put se renforcer considéra-
 blement entre 1945 et 1973, passant de 312 935 membres à
 446 382. Cette croissance ne faisait cependant que suivre
 l'augmentation du nombre des travailleurs de l'industrie et
 des fonctionnaires. De plus, l'USS ne réussit pas à pénétrer
 dans la couche de la classe formée des employés et qui allait
 croissant.

La politique de paix du travail apporta un affaiblisse-
 ment sensible des syndicats dans les entreprises. Les nou-
 veaux membres n'adhéraient plus sur la base de luttes et
 de discussions politiques, mais à cause des assurances syn-
 dicales et parce qu'il fallait bien quelque chose pour discuter
 avec le "chef" des augmentations de salaires. La vie syn-
 dicale à la base, dans les entreprises, dépérit complètement.
 Les assemblées d'entreprise, dans les grandes boîtes de la
 métallurgie par exemple, se réduisaient à la réunion du
 comité et de quelques militants inébranlables.

La collaboration avec les patrons entraîna des mé-
 comptes élevés pour les intérêts des couches ouvrières désa-
 vantagées surtout. Il y a quelques années encore, les direc-
 tions syndicales admettaient sans autre les discriminations
 des femmes. En ce qui concerne les immigrés, l'USS exigea,
 dans les années 60, que la bourgeoisie réduise à un demi-
 million le nombre des travailleurs étrangers - au lieu de
 prendre la défense de ces salariés privés de tous les droits.
 Ces divisions affaiblirent encore plus les syndicats.

Globalement, le mouvement syndical suisse a perdu
 beaucoup de sa force de frappe depuis la conclusion de la
 paix du travail. Cet affaiblissement fut dissimulé, jusqu'au
 début des années 70, par le fait que la direction syndicale
 pouvait régulièrement présenter à sa base des augmenta-
 tions de salaires et d'autres améliorations comme résultat
 de sa politique. Le boom économique assécha le marché
 du travail et procura des profits gigantesques au patronat,
 dont ils pouvaient sans problèmes défalquer quelques
 miettes. Cet eldorado ne dura cependant que jusqu'à la
 première crise sérieuse, celle de 1974. Depuis lors, les fai-
 bleses du mouvement syndical sont crûment apparues au
 grand jour.

LE CHOC DE LA CRISE

Les patrons utilisèrent la crise de 1974/75 pour ré-
 structurer assez fondamentalement l'économie. Environ
 300 000 emplois disparurent, surtout aux frais des 200 000
 travailleurs étrangers qui perdirent leur travail et que les
 syndicats ne défendirent presque pas. Ces derniers, même
 s'ils ne cessaient de reculer devant les multiples attaques
 patronales, remplirent toutefois une certaine fonction
 protectrice. Sans l'existence de syndicats, les patrons au-
 raient pu frapper beaucoup plus durement encore.

En Suisse romande surtout, plusieurs grèves, largement
 répercutées, éclatèrent. Bien que les gros bataillons de la
 classe ouvrière n'y aient pas pris part, de très nombreux
 salariés se mirent à considérer la grève comme un moyen
 de lutte que l'on pouvait légitimement utiliser dans les
 cas graves. La passivité syndicale face aux conséquences
 de la crise provoqua le développement de courants oppo-
 sitionnels, qui s'exprimèrent dans les différents congrès
 syndicaux. Le plus connu d'entre eux fut le Manifeste 77
 de la FTMH.

Par ailleurs, une certaine différenciation commença à
 s'opérer entre les diverses fédérations de l'USS. Selon les
 traditions, les genres de problèmes posés, la pression de la
 base, etc., diverses fédérations développèrent une orienta-
 tion plus à gauche, ou plus à droite. On en a un indice assez
 clair dans l'isolement croissant de la FTMH, bastion de la
 droite, à l'intérieur de l'USS, elle qui durant presque un
 demi-siècle avait donné le ton. En face, un bloc "de
 gauche" s'est formé, comprenant entre autres la FOBB et
 la VPOD. Même si cette évolution ne se déroule principa-
 lement qu'au niveau des directions, elle peut contribuer à
 faciliter les débats à la base et donner un visage plus attrac-
 tif aux syndicats.

La plupart des directions syndicales ont considéré la
 crise comme un accident de parcours et espèrent qu'une
 fois l'orage passé, il serait possible d'obtenir à nouveau
 des concessions sans combattre. Cinq ans après la crise,
 ces directions savent qu'elles se sont trompées. Ainsi, au-
 jourd'hui, les dirigeants du syndicat des chemins de fer, la
 SEV, écrivent : "Durant toute une période, nos forces ont
 été engagées pour lutter contre la dégradation de la situa-
 tion. Aujourd'hui cette phase est derrière nous. Mais la
 percée de nos revendications les plus importantes (augmen-
 tation du salaire réel, réduction du temps de travail, huma-
 nisation du service de nuit, classification des fonctions,
 etc.) ne peut pas encore être réalisée". Des militants syn-
 dicaux et des fonctionnaires syndicaux de la nouvelle gé-
 nération ont réagi face à cette situation en se demandant
 comment obtenir la réalisation de ces revendications concrètes
 et en débattant de ce problème. Ces dispositions fécondes
 n'apparaissent pas beaucoup au niveau de l'USS, comme le
 nouveau projet de programme de l'USS, plus proche d'une
 collection de banalités que d'un programme d'action pour
 les années 80, le montre.

DES PROBLEMES SUPPLEMENTAIRES

Avec inquiétude, la direction de l'USS constate l'érosion
 des membres de la centrale syndicale depuis 1976 : il n'y a
 pas que le niveau des cotisations à être en jeu, mais aussi la
 reconnaissance du syndicat comme partenaire dans les négo-
 ciations. Les jeunes sont peu attirés par les syndicats. Les
 femmes et les immigrés connaissent un faible taux d'organi-
 sation. Et surtout les syndicats n'ont pas réussi à intéresser
 les rangs de plus en plus étendus des salariés travaillant dans
 le secteur des services. La réponse du secrétaire de l'USS,
 Beat Kappeler, à ce problème ? "D'abord faire une publicité
 active".

C'est une illusion de croire que l'on peut gagner de nou-
 velles couches au syndicat par des prospectus multicolores
 et une propagande éloquente. Cela ne sera possible que
 lorsque les syndicats abandonneront leur politique de colla-
 boration sans combat et prendront en main une défense
 combative de toutes les couches de salariés. De cette mani-
 ère, il sera possible, par exemple, de montrer aux dizaines
 de milliers d'employés de commerce où se trouve leur enne-
 mi et qui est leur allié. Et donc de les gagner au mouvement
 ouvrier organisé.

Plusieurs indices montrent que les syndicats commen-
 cent à s'ouvrir aux couches les plus souvent défavorisées :
 la création de commissions féminines syndicales; le soutien
 de l'Initiative "Etre solidaires" par l'USS; ou l'attitude
 compréhensive prise du côté de l'USS par Viktor Moser
 dans la presse syndicale à propos du mouvement des jeunes
 à Zurich. Ces ouvertures doivent être utilisées pour trans-
 former les syndicats en instruments de défense de tous les
 salariés.

LE SIECLE DU SYNDICAT

Dans les années 80, les patrons entraîneront les syndicats
 - qu'ils le veuillent ou non - dans des confrontations com-
 me on n'en a plus vu en Suisse depuis 50 ans. Le dévelop-
 pement de la crise capitaliste et les plans de la bourgeoisie s'en
 chargeront. La sécurité de l'emploi, le temps de travail, les
 bouleversements technologiques et les rationalisations, la
 situation de la femme, la 10ème révision de l'AVS ou la
 politique financière de la Confédération sont des questions
 autour desquelles, au niveau politique comme dans les
 entreprises, les fronts de classe se formeront et s'affronteront.

Les syndicats joueront un rôle central dans l'unification
 et la défense de la classe ouvrière dans les années qui vien-
 nent. Rejeter la paix du travail et se réorienter sur une ligne
 d'indépendance de classe, leur permettra de défendre effi-
 cacement les intérêts ouvriers et de renforcer leurs rangs
 de dizaines de milliers de salarié(e)s.

Werner

la brèche : Il y a 4 ans tu figurais sur la liste du Parti socialiste romand (PSR). Aujourd'hui on te retrouve parmi les candidats du Parti socialiste ouvrier (PSO, ex-LMR). Pourquoi avoir quitté le Parti socialiste romand et rejoint les rangs du PSO ?

S. Zulauf : Si j'ai quitté le PS après en avoir été une militante active durant 8 ans, c'est parce que je me suis rendu compte que la politique qu'il menait n'était pas efficace pour lutter contre les attaques toujours plus dures de la bourgeoisie et du patronat contre les salarié(e)s, les immigré(e)s, les jeunes. La pratique quotidienne du PS dans les commissions, les parlements, les exécutifs est profondément marquée par la collaboration avec la bourgeoisie. Les derniers événements de Zurich, Bâle, Berne et Lausanne le démontrent bien. Le PS, tout en se déclarant — dans certains cas — solidaire des mouvements de jeunes, est dans l'incapacité totale de satisfaire leurs revendications. Sa profonde imbrication dans l'appareil d'Etat a comme tragique conséquence que les élus socialistes responsables des forces de l'ordre, envoient des policiers taper sur des manifestants à Bâle et à Lausanne. Malgré toute la bonne volonté et les efforts déployés par des militants plus à gauche du PS, ce sont des élus comme Schnyder et Cruchaud qui, en définitive, font la politique du parti.

la brèche : Tout ce que tu viens de dire concerne le niveau national. Qu'en est-il de la situation à Bienne ? Le Parti socialiste romand notamment, section réputée plus combative, n'échappe-t-il pas à ce genre de contradictions ?

S. Zulauf : Non, absolument pas. Le PSR, comme le PS, mène une politique de partage du "gâteau", c'est-à-dire partage des postes dans l'administration et dans les commissions, où se prennent des décisions contraires aux postulats socialistes. Prenons l'affaire Perret. Le PSR a participé à toute la campagne de soutien au recteur du gymnase français, il a dénoncé les membres de la commission qui tous, sauf un socialiste ont voté son licenciement. Bien. Mais ce socialiste n'était pas seul à siéger, il y avait aussi deux camarades de son parti. Le PSR a-t-il voté leur exclusion ? Non, et même l'un d'eux est maintenant président de cette commission. On peut mentionner la participation parmi d'autres illustres socialistes du député Jean-Roland Graf dans la très réactionnaire organisation Unité Bernoise. Si je lis la propagande du PSR pour ces élections, je suis surpris par leur soutien inconditionnel aux élus socialistes au Conseil municipal : H. Fehr (mairie et finances) et O. Arnold (travaux publics). Dans la "Rose au poing", le PSR dit : "Pour le PS, siéger au sein du Conseil municipal... est une tactique politique permettant de réaliser des postulats socialistes". Or, actuellement le personnel de l'administration est surchargé, la majorité PS-Entente biennoise refuse de créer des emplois en suffisance; le postulat des 40 heures est reporté aux calendes grecques; l'augmentation du salaire réel des fonctionnaires a été refusée et 11 classes ont été fermées. On peut encore allonger la liste en constatant qu'aucun élu socialiste n'est intervenu auprès des autorités cantonales pour défendre le droit de vote des immigré(e)s sur le plan communal, bien que leur parti ait depuis longtemps avancé cette revendication.

En fait, les élus socialistes au sein de la majorité PS-Entente biennoise n'ont pas mené une politique différente de celle des bourgeois; bourgeois qui n'ont qu'un seul reproche à faire à cette municipalité, celui de ne pas avoir encore poussé assez loin la politique d'assainissement des finances de la ville sur le dos des salariés.

Du 14 au 16 novembre, se dérouleront des élections communales en ville de Bienne. La section locale du Parti socialiste ouvrier (PSO, ex-LMR) présente 3 candidat(e)s à l'exécutif et 10 candidat(e)s au législatif. Nous avons demandé à Sylviane Zulauf de préciser, sur quelques points, les raisons d'une liste PSO et les thèmes mis en avant par notre parti dans sa campagne. Sylviane Zulauf fut durant plusieurs années membre du Parti Socialiste Romand, pour lequel elle siégea pendant un an au Conseil de Ville (législatif) et dans différentes commissions. Elle est actuellement déléguée du groupe enseignant dans le comité de section VPOD, déléguée du syndicat des employés de la fonction publique dans le comité du cartel syndical biennois, et, évidemment, candidate du PSO.

Bienne

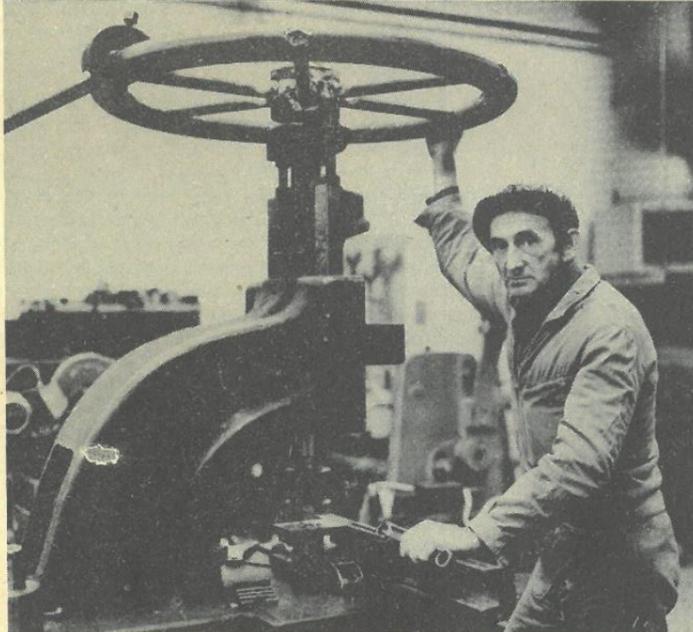
Pour une commune au service des travailleurs

Bien qu'il se dise plus à gauche que le PS biennois, pourquoi le PSR n'a-t-il pas tiré un bilan des 4 années de législature à laquelle il a participé ? Faire ce bilan aurait amené à constater qu'il n'est pas possible de défendre efficacement les intérêts des travailleurs sans se désolidariser de la politique socialiste à la sauce bourgeoise menée par ses élus. Mais au contraire, dans la "Rose au poing", le PSR redouble de promesses, non plus sur les 40 heures ou le maintien de l'emploi, mais sur l'aménagement du cadre de vie. En effet, "les urgences se sont déplacées", ... "Cessons d'édifier des bâtiments de prestige... planifions des centres de quartier propres à animer la vie culturelle et sociale, mettons à la disposition de la population des salles de réunion...", déclare le PSR, mais il y a un oubli de taille : la Maison du Peuple ! A quand sa réouverture ?...

la brèche : Tu as quitté le PS en lui reprochant sa collaboration avec la droite. Tu es maintenant entre autres membre du cartel syndical biennois auquel on peut certainement adresser les mêmes griefs. Ne risques-tu pas de te retrouver dans une impasse politique ?

S. Zulauf : Dans une impasse, non. Mais, bien entendu, la direction du cartel est dominée par des fonctionnaires syndicaux socialistes, qui ne peuvent imaginer une autre politique que celle des compromis, par des négociations ou des tractations de coulisse. Cette direction majoritairement socialiste, plutôt que de chercher à développer des actions unitaires concernant tous les salarié(e)s, se limite à prendre des postes, à siéger dans des commissions et à faire croire aux travailleurs que dans la situation économique et politique actuelle, les 40 heures sont irréalisables, l'augmentation nécessaire du personnel municipal impensable... etc. Ceci maintient les divisions entre les salariés du secteur public et privé, entre hommes et femmes, etc., et désarme la classe ouvrière.

Comme exemple, je citerai la VPOD, où les effets démobilisateurs qu'entraîne la politique collaborationniste du PS sont caractéristiques. La VPOD avait réclamé une augmentation du salaire réel annuel de 2 000.- francs à partir de 1981. Lors de sa séance, la commission paritaire (regroupant des représentants de la ville, d'entreprises privées et des organisations d'employés) a refusé l'entrée en matière. C'est la voix du maire socialiste qui a fait pencher la balance. Cette décision n'a pas manqué de créer quelques remous parmi les membres. Mais la direction syndicale majori-



tairement socialiste, piégée par les élus de son propre parti, a peur de développer une riposte à cette attaque très grave. Elle cherchera un compromis. Entre temps, la majorité PS-Entente économisera près de 3 millions aux dépens de ses employés municipaux en majorité syndiqués...

A notre avis, une alternative peut être développée dans le cartel syndical. Par exemple : intervenir pour que l'action des travailleurs de l'Omega soit soutenue sans ambiguïté par le cartel, qu'elle soit élargie aux autres entreprises de la branche horlogère et même dans la fonction publique. Aujourd'hui, les travailleurs du secteur privé comme

du secteur public sont confrontés à une même politique d'austérité face au patronat et à la municipalité qui refuse les réajustements de salaire. Toute revendication obtenue par un syndicat, ne peut que renforcer la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière. Si la majorité PS-Entente octroyait les 40 heures aux employés municipaux, cela ne manquerait pas d'irriter le patronat horloger qui verrait là, et avec raison, un encouragement à la lutte pour les 40 heures des travailleurs du secteur privé.

la brèche : Tu es sortie du PS en dénonçant son parlementarisme. N'y a-t-il pas contradiction à vouloir aujourd'hui te présenter sur la

liste LMR/la Brèche pour le législatif et l'exécutif biennois ?

S. Zulauf : Non, car les élus du PSO ne développent pas la théorie, chère au Parti socialiste romand, de la "double stratégie", c'est-à-dire : au Parlement, menons la lutte politique et laissons la lutte économique sociale aux syndicats et aux mouvements (antinucléaires, femmes, etc.) ! Un exemple des tours de passe-passe possibles grâce à cette théorie : les membres du PSR ont participé activement au lancement de l'initiative pour un Centre d'Information Sexuelle et de Consultation (CISC). D'après le règlement municipal, c'est au parlement, et non à la population d'accepter ou de refuser l'initiative — ce qui en soit est déjà un scandale... Les seuls à s'opposer, bec et ongles, à l'initiative sont bien sûr les partis bourgeois. Alors que la coalition PS-Entente, numériquement la plus forte, est favorable au projet et que des membres socialistes se sont vraiment engagés dans le lancement, on pouvait espérer une victoire contre la bêtise et l'hypocrisie bourgeoises. Non, cette même coalition préféra reporter la décision en se ralliant à la proposition d'un conseiller de ville, chaud partisan de la "double stratégie" qui demandait qu'une commission (une de plus !) réétudie une nouvelle fois (une fois de plus !) le projet...

Les élus du PSO n'agiront jamais de cette manière ! Ils s'engageront à avancer et à défendre les propositions qui auront été discutées et décidées démocratiquement, par exemple dans un comité d'initiative, dans un groupe de jeunes du CAJ, dans les syndicats, etc.

Aux tractations et combines de coulisse, qui ne profitent qu'aux intérêts des bourgeois, les élus du PSO répondront par une information complète auprès des salariés, dans leurs organisations syndicales.

Et dans toutes nos actions, que ce soit en faveur du vote des immigrés sur le plan communal, des revendications des employés municipaux ou contre les augmentations des taxes d'électricité si nécessaire aux Forces Motrices Bernoises (FMB) pour construire la centrale de Graben, nos élus chercheront, chaque fois que c'est possible, à développer l'unité politique de gauche la plus large. Car le succès d'une réelle défense des intérêts des travailleurs biennois ne peut être assuré ni par le PS seul, ni par le PSO seul. Ce n'est que l'unité d'action de toutes les organisations politiques et syndicales qui permettra de réaliser, par exemple les 40 heures ou des ateliers publics d'apprentissage.

La création d'ateliers publics d'apprentissage est une des revendications centrales de notre programme. Pour deux raisons : premièrement, ces ateliers permettront d'assurer une bonne formation aux jeunes les plus défavorisés actuellement — garçons mais surtout filles sortant de l'école primaire, jeunes immigrés — et de supprimer cette 10ème année scolaire qui n'est qu'une salle d'attente pour des jeunes, sans aucun débouché; deuxièmement ces ateliers permettront d'organiser le recyclage de travailleurs et surtout de travailleuses durement touchés dans une région marquée par la crise horlogère.

la brèche : Quels sont tes pronostics pour ces élections ?

S. Zulauf : Le jeu des pronostics ne me semble guère intéressant. Il me paraît plus utile d'appeler les travailleuses et travailleurs de Bienne à voter pour le législatif et l'exécutif, la liste 4 LMR/la Brèche.

Le vote LMR / LA BRECHE est un vote utile. Pour une commune au service des travailleurs, VOTEZ LA LISTE 4 !

FETE DE LA BRECHE

samedi 8 novembre, restaurant Saint Gervais (Vieille Ville)

15.00 h. Début de la fête

16.00 h. FILM : "Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?", film français de Coline Serreau. Des femmes d'âges, de professions et de milieux différents parlent de leur condition d'épouse, de mère et de travailleuse. Des témoignages d'une authenticité remarquable au travers desquels perce une volonté de changement. La projection du film sera suivie d'une discussion.

20.15 h. DEBAT : Une jeunesse en révolte dans une société anti-jeunes. Nous aimerions à cette occasion débattre avant tout du problème : "Comment le mouvement ouvrier et, plus particulièrement, les syndicats peuvent-ils devenir un pôle d'attraction pour la jeunesse ?". Avec la participation de : Andi Gross, président des Jeunesses socialistes suisses, Zurich; Viktor Moser, secrétaire central à l'Union syndicale suisse, Berne; Fritz Osterwalder, LMR/PSO, Zurich; Renato Maurer, LMR/PSO, employé à mi-temps au CAJ, Bienne. Le débat sera présidé par Sylviane Zulauf, LMR/PSO, Bienne.

22.30 h. IRISH MUSIC... Folkmusic irlandaise, danse... L'après-midi : garderie d'enfants. Pendant les pauses : tombola, musique, buffet. En permanence : stand librairie, bouquins, information... Versez vos dons au CCP 25 - 7530 - Bresche/La Brèche - Biel/Bienne. Merci !

D'un côté Ronald Reagan, ancien cow-boy de Hollywood, confiné aux films de deuxième série parce qu'incapable d'apprendre son texte d'acteur, et qui, aujourd'hui, dans ses discours électoraux ne cesse d'accumuler les gaffes, allant jusqu'à confondre la Chine populaire et la Chine de Taiwan. De l'autre, Jimmy Carter, empêtré dans les scandales de son entourage — à commencer par ceux que déclenche régulièrement son ivrogne de frère —, naviguant à vue parmi les écueils de la politique internationale et nationale. L'un et l'autre accumulent les promesses électorales contradictoires... sachant pertinemment qu'ils ne pourront les tenir.

Il y a effectivement un aspect comique dans ces élections mettant aux prises des médiocrités reconnues, qui souligne mieux que mille discours la crise de direction que connaît l'impérialisme. Mais il ne faudrait pas pour autant oublier que celui qui entrera au soir du 4 novembre à la Maison Blanche sera placé à la tête du pays impérialiste le plus puissant, disposera des ressources militaires les plus redoutables du monde — y compris l'arme atomique — et sera chargé de défendre pied à pied les intérêts du big business américain et du capitalisme international. Que son quotient intellectuel et ses capacités politiques soient proches de celles d'un discoureur de comices agricoles n'a dans ces conditions rien de rassurant.



Elections présidentielles aux Etats-Unis :

Un grand absent: le mouvement ouvrier

Le cow-boy et le marchand de cacahuètes

Sur le fond, rien ne distingue réellement le projet de Reagan de celui de Carter. Si le premier semble au début de sa campagne avoir surtout mis l'accent sur la nécessité d'une attaque systématique contre les acquis sociaux du mouvement ouvrier, sur le rejet de l'ERA (amendement visant l'égalité des droits entre l'homme et la femme), le second n'a pas mené une politique foncièrement différente ces dernières années. La restriction des dépenses sociales, la politique anti-inflationniste — et donc de développement du chômage — portent la signature de Jimmy Carter.

En matière de politique extérieure, second thème central de la campagne électorale, les appels interventionnistes de Reagan, qui aujourd'hui encore s'émeut au souvenir de l'agression US au Vietnam, sont connus. Mais là non plus le bilan de Carter n'est pas radicalement différent, de l'intervention US en Iran au soutien de la junte criminelle du Salvador en passant par la mise sur pied d'une force armée d'intervention de plus de 100 000 hommes et par le développement des armes atomiques.

Le capitalisme, américain et international, l'a bien compris, prenant la précaution de mettre ses oeufs dans les deux paniers. La Commission trilatérale, qui, sous l'égide des multinationales, réunit des managers économiques de poids et des hommes politiques de premier plan — Carter et Raymond Barre avant leur nomination par exemple — des USA, de l'Europe et du Japon a ainsi placé ses conseillers auprès des deux candidats.

Quant au troisième larron, Anderson, qui cherche à capter à la fois les voix des Démocrates partisans de Kennedy, déçus par Carter, et celles des Républicains peu enthousiasmés par le conservatisme effréné de Reagan, ses chances sont quasiment nulles. Sa candidature témoigne de la crise du système politique américain (qui se reflète aussi dans un taux d'abstention avoisinant les 50 o/o), basé sur la domination sans partage de deux grands partis bourgeois, les Démocrates et les Républicains.

Un tel système évidemment ne favorise en rien la lutte politique du mouvement ouvrier, traditionnellement amené, en l'absence de tout parti ouvrier de masse, à voter démocrate. Toutefois, les effets combinés des luttes pour les droits civiques des minorités nationales, pour la libération des femmes, contre l'énergie nucléaire et des attaques capitalistes durant la crise commencent à introduire une série de modifications dans le mouvement ouvrier. Aux Etats-Unis aussi, une politisation et une recomposition du mouvement ouvrier sont à l'oeuvre, bien que lentement et inégalement.

Attaque capitaliste et riposte ouvrière

L'attaque portée par la bourgeoisie et son Etat à partir de la récession de 1974-75 a été importante. Elle visait à la fois les salaires (en moyenne nationale, la baisse du sa-

laire réel a été de 5 o/o en 1979, la perte devrait être similaire cette année, sinon plus forte encore) et l'emploi (depuis 1979, le nombre des chômeurs a augmenté de près de deux millions; en mai 1980, le taux de chômage était de 7,8 o/o). Dans certains quartiers de grandes villes (par exemple Liberty City à Miami, où se sont déroulées les récentes émeutes raciales) le chômage des jeunes noirs tourne autour de 50 o/o.

Autre volet de l'offensive anti-ouvrière, la réduction des crédits sociaux, en particulier au niveau des municipalités. Les hôpitaux, les services de santé, l'éducation, les voiries et les services des pompiers ont été les premiers touchés. Ces diminutions budgétaires, s'accompagnent de réductions de salaires et de détérioration des conditions de travail des travailleurs de la fonction publique, comme à Detroit, Chicago, New York ou Washington.



Sidéurgistes noires manifestant pour l'ERA.

La classe ouvrière américaine n'est pas restée inactive face à cette offensive, à preuve le fait que durant le premier trimestre 1980 les grèves ont atteint leur plus haut niveau depuis dix ans, excepté l'année 1978, marquée par la grève des mineurs. Evidemment, le patronat a réussi à mettre le mouvement ouvrier sur la défensive et les luttes ouvrières ne sont pas toutes — et de loin — victorieuses. Elles témoignent toutefois d'une combativité effective.

Parmi ces grèves, celle des 60 000 syndiqués de l'OCAW (Syndicat international du pétrole, de la chimie et de l'énergie nucléaire), qui dura plus de deux mois — et près de cinq dans certains puits texans — permit aux travailleurs d'amener l'une des fractions les plus puissantes du patronat américain — les géants du pétrole — à concéder une augmentation de salaire de 10,5 o/o, suffisante pour rattraper l'inflation.

La bataille des pompiers de Chicago, à qui l'on avait promis un contrat collectif et qui réussirent à gagner, dans leur lutte pour l'imposer, le soutien des travailleurs du secteur privé, comme l'appui de la communauté noire (en introduisant dans leur contrat une clause d'engagement préférentiel pour les noirs) constitue un autre exemple de luttes victorieuses menées par la classe ouvrière aux Etats-Unis.

La bataille pour la "syndicalisation du Sud" est un autre aspect, tout aussi important de la riposte ouvrière. En effet, nombreux sont les patrons américains qui licencient au Nord, où les syndicats sont beaucoup plus présents, pour ouvrir de nouvelles entreprises au Sud, où l'absence de fortes organisations syndicales leur permettaient d'imposer des conditions de travail bien plus dures et donc une exploitation accrue.

Une victoire importante a été remportée dans cette voie par les travailleurs du chantier naval de Tenneco, à Newport News, dans l'Etat de Virginie. Les 16 000 travailleurs de cette entreprise conquièrent de haute lutte un contrat collectif. Près d'un tiers des travailleurs étant des femmes, le syndicat s'engagea aussi dans la bataille pour la ratification de l'ERA. C'est ainsi que les sidérurgistes de Newport News ouvrirent la manifestation pour l'application de l'ERA du 13 janvier à Richmond, Virginie.

Les syndicats dans la lutte politique

Ce dernier élément est central dans la situation actuelle : de plus en plus, les syndicats apparaissent comme des partisans de l'ERA aux yeux de larges masses de travailleurs et de travailleuses et des organisations féministes. Certains syndicats, comme ceux des mineurs et des sidérurgistes, soutiennent officiellement l'ERA. En outre la bataille syndicale pour l'"affirmative action" (engagement préférentiel de travailleurs noirs ou de travailleuses), traduit clairement le poids social décisif du mouvement ouvrier pour la lutte des femmes et des minorités nationales. En prenant ainsi en charge des revendications concernant les femmes, les minorités nationales, ou, pour certaines fédérations, en s'engageant contre le nucléaire, les syndicats ont été logiquement amenés à intervenir au niveau politique.

La nécessité d'un parti ouvrier de masse

Ainsi le mouvement ouvrier américain prend peu à peu conscience du terrible handicap que représente pour lui l'absence de

parti politique propre. Comment apporter son soutien aux maires démocrates, qui n'attaquent pas moins les acquis des travailleurs municipaux que les républicains ? Comment soutenir un Carter dont la politique anti-inflationniste a mis des milliers de travailleurs à la rue ? Comment déléguer à un parti bourgeois le soin de défendre au niveau législatif les acquis du mouvement ouvrier lorsque ce même parti freine des quatre fers l'adoption de l'ERA ? Comme le déclarait l'un des dirigeants de l'OCAW, A. Mazzocchi : "Je sais que beaucoup d'entre nous, et je suis l'un de ceux-là, ont joué, il y a quelques années, un rôle-clé dans le parti Démocrate. En y repensant, ce n'est plus productif". Parlant des élections de 1980, Mazzocchi poursuit : "(...) Supposons que nous élisions quelqu'un simplement soutenu par le mouvement ouvrier. Notre vie serait exactement la même après l'élection. Nous n'aurions pas avancé d'un iota dans la défense de nos intérêts".

D'autres signes témoignent de cet intérêt renouvelé des travailleurs pour un parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie, comme les différentes motions prises en ce sens par les fédérations syndicales californiennes. Ou comme à Youngstown, Ohio, où Ed Mann, président du syndicat local des sidérurgistes se présente comme candidat indépendant au Congrès, face aux Démocrates et Républicains. Lorsqu'on lui demande pourquoi il ne se présente pas sous les couleurs de l'un de ces deux partis, il répond : "Je ne pense pas que quelque chose changerait si je me présentais comme Démocrate ou Républicain. Or nous voulons le changement".

La campagne des révolutionnaires

Le contexte ainsi décrit à grands traits explique l'importance que nos camarades du Socialist Workers Party (SWP, Parti socialiste des travailleurs, que seule une législation réactionnaire empêche d'être la section américaine de la IV^e Internationale), mettent sur un plan de défense immédiate de l'emploi — comprenant entre autres, l'échelle mobile des salaires, la réduction du temps de travail, l'ouverture des livres de compte des monopoles, la nationalisation sous contrôle ouvrier des principales branches industrielles. Emmenés par le sidérurgiste noir Andrew Pulley (candidat à la présidence) et Matilde Zimmermann, militante féministe reconnue (candidate à la vice-présidence), nos camarades propagent aussi la nécessité d'une défense unitaire du mouvement ouvrier, en particulier de ses couches les plus faibles, et d'une organisation démocratique des syndicats.

Au coeur de leur campagne figure, comme chapeautant l'ensemble des revendications, la nécessité pour le mouvement ouvrier de rompre avec la bourgeoisie, de se donner sa propre organisation politique, de développer un parti ouvrier de masse basé sur les syndicats.

Ptr.



UN GRAVE COUP D'ARRÊT

La grève de 5 semaines de l'ensemble des usines du groupe FIAT s'est terminée le jeudi 16 octobre. Le travail a repris lundi 20 octobre, sur la base d'un accord qui, tout en maintenant le chiffre considérable de 24 000 licenciements, accorde un certain nombre de garanties aux travailleurs (paiement du salaire à 92 o/o pendant toute la durée du chômage, avec une limite maximum de 24 mois), telles qu'on n'en connaît dans aucun autre pays. Mais cette échelle de comparaison internationale ne doit pas dissimuler le fait que le patronat italien, au prix d'une concession certaine, a manifestement atteint une partie des buts essentiels qu'il s'était fixés : casser une lutte unanimement considérée comme un test décisif pour les rapports de forces entre les travailleurs italiens et le patronat, enfoncer le coin de la division dans le dispositif de défense syndicale mis en place durant la dernière décennie en Italie, et qui faisait que les licenciements (dans les grandes entreprises du moins) étaient considérés comme "tabous". Aujourd'hui cela ne paraît plus le cas, même si les "compensations" et les garanties formelles de réintégration progressive dans l'entreprise sont loin d'être négligeables. Les derniers jours de la grève ont été lourds d'incidents, de divisions dans les rangs ouvriers. Les directions syndicales se sont illustrées par leur capacité à saisir le premier signe d'hésitation du côté ouvrier pour en finir avec cette lutte. En accord avec le patronat, les dirigeants syndicaux mènent maintenant la lutte contre les "conseils de fabrique", organes élus par les assemblées de base, et qui ont été depuis dix ans le fer de lance de la combativité ouvrière.

A la suite de près de 5 semaines de grève "dure", marquée par la présence constante à toutes les portes des usines de piquets de grève bloquant les entrées 24 heures sur 24, la direction de FIAT, bien épaulée par la campagne anti-ouvrière de la presse bourgeoise, réussit à impulser une manifestation "pour le droit au travail" (pour la fin de la grève, ou du moins la levée des piquets de grève) qui réunit un nombre important d'ouvriers, cadres, techniciens et employés dans les rues de Turin le mardi 14 octobre. Ils étaient, dit-on 40 000, soit moins de la moitié des cortèges de grévistes (estimés à 100 000) quelques jours auparavant.

Comment casser une lutte

Durant les jours précédents, les dirigeants syndicaux avaient été houspillés par leur base, prête à passer à l'occupation des locaux après le succès de la grève générale turinoise et de la grève générale nationale, comptant sur l'élargissement du mouvement à d'autres secteurs de la métallurgie. Malgré les déclarations de Berlinguer, qui s'était dit prêt à soutenir l'occupation s'il le fallait, rien n'avait été entrepris par les dirigeants syndicaux pour enclencher "la deuxième vitesse". Dans cette situation, le conflit restait limité à la FIAT, il fallait en effet prendre l'offensive; le succès des grèves régionales et nationale montrait de plus que ce n'était pas impossible. Néanmoins, maîtres des appareils syndicaux, les secrétaires refusèrent d'entamer la lutte à un stade supérieur : l'Italie était sans gouvernement, cette lutte ne pouvait que devenir une lutte politique d'affrontement ouvert avec le patronat italien uni derrière les dirigeants de la FIAT; les secrétaires syndicaux proches du PCI, du PSI,

notamment, ne pouvaient permettre à la classe ouvrière de rompre aussi nettement la politique de collaboration avec la bourgeoisie.

La manifestation "anti-grève" du mardi vint à point pour tirer les dirigeants syndicaux de ce mauvais pas. N'était-ce pas la preuve que "la grève à outrance" (dixit Lama, dirigeant de la FLM, la fédération syndicale unitaire de la métallurgie) constituait une erreur, qu'une partie de la base ouvrière commençait à donner de sérieux signes de fatigue ? En quelques heures (des heures qui coïncidaient, comme par hasard, avec l'annonce de la réussite des tractations de Forlani pour former un nouveau gouvernement de coalition Démocrate-chrétien/socialiste/PSDI/PRI) les directions syndicales acceptaient de signer l'accord de compromis.

Aussitôt, l'ensemble des moyens d'information se précipitèrent pour annoncer la fin de la grève à FIAT... avant même que les principaux concernés aient eu leur mot à dire. Pourtant, au cours de cette semaine, toutes les assemblées de délégués de la base avaient constamment exigé des dirigeants syndicaux qu'ils s'engagent pour la poursuite de la lutte. Jeudi matin 16 octobre, passant par-dessus les structures démocratiques des conseils de fabriques et assemblées de délégués, tous les dirigeants syndicaux convoquaient en hâte des assemblées aux portes des usines. Au cours de réunions houleuses, où prédominait le sentiment que tout s'était déjà joué "à Rome", il fallut demander "un dernier sacrifice" aux travailleurs... celui de fermer leur parapluie, pour procéder au vote à main levée, de courtes majorités se prononcèrent en faveur de l'accord.

A certaines portes de l'usine turinoise, la colère était si grande que certains dirigeants, comme Carniti

(CISL), furent agressés, durent s'éloigner sous la protection de leur service d'ordre.

Vers une offensive contre les conseils d'entreprise

Il est encore tôt pour faire un bilan complet de cette lutte. Il apparaît d'ores et déjà que le patronat a obtenu quelque chose d'essentiel : dans le "bastion" ouvrier de la péninsule, le patron a ré-acquis le droit de licencier. Même s'il doit en payer le prix. En outre, "aujourd'hui, les relations industrielles se jouent à trois", déclarait un des jeunes dirigeants de l'organisation patronale industrielle, la Confindustria (Corr. d. Sera, 21.10.80); il entendait par là qu'il fallait faire une distinction entre la base ouvrière et les syndicats.

Nul doute que les déclarations des dirigeants syndicaux au lendemain de la lutte, critiquant la "grève à outrance", affirmant que les délégués des ateliers ne "représentent plus les aspirations de la base", préludent à une offensive plus radicale pour effacer les organes démocratiques de base du syndicat, pour réduire ou même annuler le rôle des conseils de fabrique, bref à une "reprise en main" de l'ensemble de la structure syndicale par les sommets des appareils, afin que des "automes chauds" tels que l'Italie en a connus deux en 11 ans ne puissent plus se reproduire. Mais si ce projet aboutit, qu'advient-il des conditions de vie et de travail des travailleurs italiens ?

22. 10. 1980, F. Gonseth

erratum

Dans notre dernier article (la brèche no 239), nous avons attribué par erreur le secrétaire syndical Pierre Carniti à la CGIL (proche du PC) alors qu'il dirige la CISL (proche de la D.C.).

Pologne

DANS UNE MINE, LA GREVE D'AVERTISSEMENT

de notre envoyé spécial Andrezi Walecki

Walbrzych, le 3 octobre. C'est le jour de la grève d'avertissement d'une heure. Dès l'aube, le téléphone sonne sans arrêt au bureau du MKZ (syndicat indépendant) : "La grève a-t-elle lieu ? Est-il vrai que... ?"

Des fonctionnaires et des cadres d'entreprises ont répandu le bruit que l'ordre de grève était retiré. Ils ont même diffusé des tracts dans ce sens avec une fausse signature de Walesa. Les membres du présidium du MKZ doivent sans cesse répéter au téléphone : "La grève est maintenue de toute façon". Hier, Walesa n'a pas parlé à la télévision. Il avait été décidé de ne pas donner le signe d'une rupture, de ne céder à aucune provocation. Le seul signal aurait été l'intervention de Walesa à la télévision. Entre temps, des membres du présidium étaient envoyés dans les entreprises pour éviter les provocations, discuter avec les ouvriers. Stanislaw Vrobel, vice-président du MKZ et mineur, se rend en vitesse à la Kaupalnia Thorez. Il faut retenir les travailleurs de vouloir faire durer la grève. La pression de la base est telle dans certaines mines que les ouvriers veulent une véritable grève.

Peu avant midi, les travailleurs hissent le drapeau polonais sur les tours des mines. A midi, les sirènes se mettent à hurler : les ascenseurs sont bloqués, à quelques centaines de mètres de profondeur les mineurs arrêtent les machines. Les

conducteurs de bus se regroupent aux postes de rassemblement. Les voitures blanches des services sanitaires et les services vitaux continuent à fonctionner, mais partout le drapeau polonais, rouge et blanc, est hissé. Le mot d'ordre est clair : pas de dégâts au matériel et reprise du travail à 13 heures. Dans la ville, l'atmosphère est insolite : à la fois détendue, joyeuse et sérieuse, disciplinée.

A 13 heures pile, les sirènes des mines et des usines hurlent à nouveau. Les travailleurs remettent en marche les machines...

Aussitôt, le MKZ tire le bilan. Walesa téléphone à Gdansk : "La grève a été un plein succès !". Quelques délégués retournent aux négociations avec le vice-président de la woiwod (district), Novak. La grève donne déjà un premier résultat : le MKZ de Walbrzych reçoit désormais une machine à photocopier, une auto, de nouveaux locaux et une colonne hebdomadaire dans le quotidien local. En outre, promesse orale est donnée que les dons des syndicats occidentaux - il s'agit avant tout de machines à photocopier et de papier - pourront passer la frontière.

La bureaucratie en accusation

Deux jours plus tard - un dimanche - un événement incroyable se produit à Walbrzych. Pour la première fois dans l'histoire de la Pologne populaire, la population



se rassemble pour un véritable "tribunal populaire". On commence à 9 heures dans les locaux du syndicat indépendant, en présence du procureur et du vice-président de la woiwod (district). Les plaintes sont publiques, on rassemble les faits et les témoignages. Les travailleurs ont la parole. Ce sont avant tout les mineurs de Mikrofon qui se lèvent pour dénoncer des affaires où sont compromis les dirigeants

des autorités locales et des organisations du parti. Les plaintes se succèdent aussi contre les directeurs et les fonctionnaires du ministère. L'assemblée se transforme en un forum politique d'où ressort clairement comment la bureaucratie a conduit le pays à la ruine. Le premier secrétaire de Walbrzych, Grochmalicki et le directeur de la radio-TV polonaise Barlizki, successeur de Scepanski, sont pris à partie

par les travailleurs d'une mine : ils démontrent que Barlizki, jadis premier secrétaire de Walbrzych, lors des événements de 1968, fit préparer des matraques et des bâtons dans plusieurs entreprises et monta les mineurs contre les étudiants en révolte à Worlaw; il les paya même pour les y envoyer. Il était en outre mêlé, avec Grochmalicki aux provocations les plus diverses. Sous les applaudissements, les travailleurs exigent la démission de ces deux personnages.

Ce tribunal dure près de quatre heures. Des dizaines de représentants, locaux et centraux, du pouvoir, de la gestion économique et de la justice sont dénoncés. Ce "tribunal populaire" ne sera certes pas le dernier. La direction des syndicats indépendants est convaincue que les 800 dossiers ouverts par le NIK (la plus haute chambre de contrôle) à Varsovie ne sont que le sommet de l'iceberg. Le pouvoir bureaucratique commence à être ébranlé par la mobilisation à la base. 6 millions de travailleurs sont déjà organisés dans les syndicats indépendants : cela fait exactement la moitié des salariés de l'économie nationalisée. Dans la plupart des entreprises importantes, les vieux syndicats officiels ont déjà perdu toute représentativité et y sont condamnés.

Le sigle ne dit de loin pas tout : même si elle porte le nom de syndicats indépendants autogérés - Solidarnosc -, c'est une réelle révolution qui a commencé en Pologne.

Quand il n'y a plus d'Eldorado

ou "effet magique" pour images fixes en mouvement

Ce film de moins d'une heure est une fiction documentaire. On se souvient des photographies rapportées d'Amérique latine par Luc Chessex, photographe suisse rallié à la cause cubaine et ayant voyagé durant plusieurs années dans toute l'Amérique centrale et du Sud; elles avaient fait l'objet d'une exposition fort vivante relatant contradictions et réalités du sous-continent. Quant à Jacques Pilet, lui aussi a fait de nombreux reportages en Amérique latine. Rien d'étonnant si le film mis en forme par Claude Champion à partir de ces deux sources différentes reconstruit une sorte de voyage, un voyage imaginaire constamment basé sur le document.



Ni un discours ni une démonstration

Le point de vue adopté se donne donc d'emblée pour ce qu'il est : réalité sociale "visitée" et remise en vie par la force de la mémoire et de l'imagination. Une mémoire qui imagine, produit ses propres images, les met en ordre, en désordre, puis dans un nouvel ordre; qui flâne, s'amuse parfois, et, l'air de rien, revient toujours à l'essentiel. Derrière cette "facilité" de réception — pas loin du plaisir enfantin à regarder un "dessin animé" — il y a bien entendu un intense travail de construction. De simplification aussi — mais pas inacceptable, dans la mesure où elle abat ses cartes honnêtement.

Cette construction prend pour point de départ un rapprochement : à la frontière de la Suisse, près de Pontarlier, Toussaint Louverture, dirigeant de la lutte d'indépendance haïtienne contre la métropole française en pleine révolution au tournant du XIX^e siècle, mourut dans un cachot. Ainsi l'avait voulu Napoléon Bonaparte. De Pontarlier en Haïti, d'Haïti depuis longtemps dépossédée de sa révolution indépendantiste, nous arrivons sur le continent, en rappel des massacres effroyables des populations indiennes par les colons espagnols. Les mots liberté-égalité-fraternité et les préceptes chrétiens bafoués systématiquement — jusqu'à aujourd'hui. De là, les textes historiques cèdent la parole à Luc Chessex, en évocation de ses liens aux populations rencontrées (et le point de vue de l'amitié est d'emblée exposé, il ne s'agit décidément pas de faire croire à une quelconque "objectivité" documentaire), et le voyage actuel imaginé commence. Ce sont des récits imaginaires, à la première personne, au contact des instantanés mis en images par le cadrage très affirmé de Luc Chessex : le paysan dépossédé de sa terre, le mineur des hauts plateaux, l'enfant des villes, la très jeune prostituée,

le jeune qui espère devenir un grand boxeur, le fonctionnaire qui craint de perdre sa place lors d'un coup d'Etat militaire et, pour finir, le discours de l'industriel qui réclame la solidarité obligée des possédants du monde industrialisé.

Derrière la tentative des Toussaint Louverture, des Simon Bolivar de réaliser la mise en pratique des idéaux de liberté et d'indépendance nationale, bafoués, foulés aux pieds sur le continent latino-américain par les bourgeoisies européennes et américaines qui les avaient "inventés", il y a la réalité de l'exploitation des classes laborieuses, les rapports de dépendance qui font qu'aucun développement de démocratie à l'euro-péenne ou d'industrialisation à l'américaine ne peuvent se produire durablement en Amérique latine. Si discours il y a, il ne va pas au-delà du constat, il ne tente pas de plaider pour une voie de libération. son ambition est de faire accéder aux données d'une situation.

Images fixes en mouvement

Cette ligne, très simple, donne au film sa cohérence, depuis le cachot de Pontarlier jusqu'à la dernière image des drapeaux des nations industrialisées, ponctuées çà et là d'allusions visuelles à la présence des multinationales, Nestlé par exemple. Le film, pourtant, est bien loin de se réduire à la juxtaposition, à la combinaison du matériel d'images de Luc Chessex et de textes. Un "effet magique" naît très spécifiquement de la technique de construction de suites d'images fixes, sans lieu défini, prises aux quatre coins du sous-continent, mise au point par Claude Champion.

Ces suites d'images fixes, parfois colorisées, parfois support de morceaux d'animation, suggèrent un effet de mouvement, qui n'est pas l'illusion du réel propre au cinéma traditionnel, mais un mouvement interprété, créé finalement par le spectateur lui-même. Ce mouvement surgit petit à petit de l'imagi-

nation propre du spectateur, au prix d'un effort qui trouve peu à peu sa récompense : au lieu d'y rechercher le plaisir inspiré par une imitation plus ou moins réussie de la vie, le spectateur est entraîné (au sens de l'entraînement du sportif) à décomposer les images pour découvrir dans l'image fixe suivante le décalque de la présence de l'image précédente, et ainsi de suite. A la longue, le mouvement naît donc de l'attention portée à chaque image, dans sa durée, dans ses diverses significations possibles, et surtout dans ses rapports avec les précédentes. A la longue, quelque chose "bouge" — un travail de l'imagination orchestré par Claude Champion, dans la mesure où il joue avec une précision extraordinaire du pouvoir évocateur des suites d'images fixes, du coloriage, de la suggestion sonore, invitant le spectateur à reconstituer lui-même une ambiance sociale ou locale, un point de vue à la fois très personnalisé et à la fois très lointain, très distant géographiquement et culturellement, sans jamais cependant que l'anecdote prenne le dessus.

Cette force de suggestion, par exemple, atteint un de ses sommets dans l'épisode du jeune boxeur (quelqu'un qui n'a pas de visage déterminé à l'écran !), un épisode qui est en lui-même une manière de pénétrer dans le "climat de violence" dont on entend si souvent parler à propos des pays "sous-développés" ou "dépendants", sans qu'on ait les moyens (à moins d'avoir son propre discours politique) de dissocier la violence des oppresseurs de la violence des opprimés.

F. Gonseth

Le film "Quand il n'y a plus d'Eldorado" sort le 29 octobre, à Lausanne et Genève simultanément. Réalisation de Claude Champion. Textes de Jacques Pilet (producteur à la TV romande), photographies de Luc Chessex (dont nous avions relaté l'exposition présentée sous le même titre), son de Laurent Barbey, production Film-Vidéo Collectif et TV romande.

Démission au POP vaudois :

De bonnes questions mal posées

Une crise rampante

Le POP vaudois perd ainsi la seule candidate électorale capable — à part le "bon docteur" Forel — de recueillir des voix au-delà de son électorat traditionnel et quelques jeunes militants qui avaient redoré un peu le blason d'une Jeunesse communiste apathique. Mais comme le précisait André Muret, membre du Bureau Politique du PST, "les mêmes problèmes sont posés dans d'autres sections". Le PST risque donc bien de perdre d'autres plumes dans cette affaire, qui ne se limite pas, du reste, à la prise de position sur l'Afghanistan, qui a surtout servi de détonateur. Non sans raison : la défense généralement systématique de la politique internationale de la bureaucratie soviétique — sous couvert de lutte pour la paix et la démocratie dans le monde —, avec l'incapacité du PST à saisir l'importance de la radicalisation de nouvelles couches (de jeunes, de femmes, mais aussi de travailleurs), sont depuis 15 ans à l'origine des crises régulières que connaît ce parti. Muret l'a confirmé à sa façon, lors de la conférence de presse du POP, en expliquant que depuis de longues années la situation internationale a toujours fait problème dans le parti. Si dans d'autres sections du PST la remise

La prise de position du Parti Suisse du Travail (PST) sur l'Afghanistan a provoqué quelques remous dans ses rangs : 30 militants (29 dans le canton de Vaud et 1 de Genève, dont 5 membres sur 17 du Comité directeur vaudois, 2 membres du Comité Central suisse, et plusieurs présidents de sections locales) ont adressé une lettre collective de protestation. Malgré le "débat démocratique" qui, selon la direction du PST, a précédé puis suivi cette lettre, 6 des signataires ont décidé de démissionner du POP vaudois. Parmi eux, Anne-Catherine Menétrey, députée au Grand Conseil, membre du Comité directeur vaudois et du Comité Central suisse, Pierre Zwahlen, conseiller communal à Renens, membre du Comité directeur, et Jean-Marc Béguin, animateur de la Jeunesse communiste.

en cause concerne d'abord les aspects internationaux de sa politique, les démissionnaires vaudois ont mentionné d'autres points de désaccord.

Trois questions centrales

En dénonçant le fonctionnement du POP-PST, la rigidité de son appareil et le fait qu'il n'applique pas nécessairement ses propres thèses et programmes, en levant le lièvre des mouvements qui se développent à la périphérie de la classe ouvrière

(mouvement femmes, antinucléaire, etc.) et de l'attitude du parti à leur égard, comme en soulignant le rôle central que les institutions bourgeoises jouent dans sa stratégie, les démissionnaires, peut-être même sans le vouloir, remettaient en cause l'ensemble de la stratégie du PST. Et du même coup, soulevaient des doutes légitimes quant à sa fonction de parti ouvrier d'avant-garde.

Car l'image qui ressortait, pour ainsi dire en négatif, du POP-PST, était celle d'un parti essentiellement électoraliste, inapte à intervenir

dans les mouvements extra-parlementaires (en leur déniaient toute fonction politique), peu, sinon pas du tout, présent dans la classe ouvrière (par exemple dans les entreprises). Bref, l'image d'un parti réformiste, pas du tout révolutionnaire, et dont finalement seul l'alignement international sur le Kremlin le distingue de son concurrent social-démocrate. Et de surcroît intransformable graduellement de l'intérieur, comme les démissionnaires l'ont longtemps supposé, et comme doivent encore le croire les opposants restés en son sein.

Des ambiguïtés à clarifier

On peut regretter que la démarche suivie par les démissionnaires ait péché par naïveté, dans la mesure où leur bataille politique est restée limitée à certaines instances et n'a jamais pris les contours d'une véritable lutte de tendance, qui aurait eu l'avantage de clarifier bien des problèmes, y compris pour les militants en désaccord qui restent dans le POP. Cette bataille aurait forcé l'opposition à développer un programme de rechange, l'aurait amenée à mieux définir un projet politique d'ensemble cohérent. Car il faut aussi, sans sectarisme aucun, voir les limites des réponses avan-

cées par les démissionnaires aux questions-clé qu'ils soulèvent.

S'il est tout à fait positif de leur part d'avoir saisi l'importance, y compris pour la classe ouvrière, des mouvements femmes, antinucléaire, antimilitariste, etc., il nous semble illusoire, au nom de leur importance, de renoncer à avancer une ligne politique précise à la fois pour ces mouvements, et pour le mouvement ouvrier. Les accents "rocardiens" de défense de l'autogestion et de la décentralisation comme méthode de lutte contre l'Etat bourgeois sont aussi passablement sujets à caution. Enfin, et la liste n'est pas exhaustive, la caractérisation de la situation internationale (l'enjeu du monde se situe sur l'axe Nord-Sud, le rôle des non-alignés, l'affrontement de "grandes puissances" entre l'URSS et les Etats-Unis) comme, à notre avis dangereusement, la nature de classe des conflits mondiaux.

Certes, la réponse à ces questions ne peut être faite en deux coups de cuiller à pot. Elle demande un débat clarificateur, sans anathèmes et excommunications préalables. Nous sommes prêts à le mener et à ouvrir largement les colonnes de la brèche à ces camarades, qu'ils soient démissionnaires ou non.

Ptr.

l'événement

La presse a largement couvert le débat au Conseil national sur la loi sur les étrangers, mettant en exergue d'une part la décision de maintenir le statut du saisonnier, d'autre part les quelques améliorations introduites en cours de débat (voir la brèche no 239). Deux aspects importants sont nettement moins bien ressortis : le caractère provisoire des améliorations du Conseil national, et la brutalité de l'offensive réactionnaire de la droite pour le maintien des discriminations.

Statut de saisonnier :

UN PARLEMENT DE XENOPHOBES

Des améliorations très provisoires

Concernant le statut du saisonnier, on est fixé. Les deux Chambres se sont prononcées pour le maintien. La discussion parlementaire est dès lors close à ce sujet.

Quant aux améliorations tout peut encore être remis en question dans le cadre de la procédure de conciliation entre les deux Chambres. La droite bourgeoise exerce d'ores et déjà toutes les pressions possibles et imaginables pour détruire les quelques avantages concédés. Elle veut obtenir que l'initiative "Etre solidaires" soit votée avant l'adoption définitive de la loi, pour que le parlement soit libéré de cette pression "inadmissible" et reste par conséquent soumis à la seule pression des mouvements xénophobes et des associations patronales, dont le chantage menace en effet de lancer le référendum, si la version finale reprend l'ensemble des décisions du National.

Or les partisans de la nouvelle loi, qui sont majoritaires dans les deux Chambres, seront probablement prêts à reculer devant cette menace, par crainte qu'une votation référendaire victorieuse entraîne un retour à la situation actuelle. L'objectif principal de la droite bourgeoise est de saper la disposition autorisant les saisonniers à faire la demande d'un permis de séjour après avoir travaillé en Suisse durant 28 mois en 4 ans. Elle veut que les Chambres maintiennent les 35 mois préconisés par le Conseil fédéral.

Pour le mouvement ouvrier, il est dès lors essentiel de redoubler d'efforts dans la lutte pour l'abolition de ce statut. La manifestation nationale du 1er novembre 1980 (cf. encart) prend ici tout son sens. Le soutien à "Etre solidaires" gagne encore en importance !

La brutalité de l'offensive bourgeoise

Pour défendre leurs intérêts, les partis bourgeois n'envoient en effet pas n'importe qui à la tribune, mais des gens comme W. Messmer, président de la Société suisse des entrepreneurs, H. Allenspach, directeur de l'Union suisse des associations patronales et O. Fischer, éminence grise de l'Union suisse des Arts et métiers. Les orateurs bourgeois n'hésitent pas à utiliser froidement des arguments xénophobes.

Le discours le plus arrogant fut tenu par les radicaux. C'est ainsi

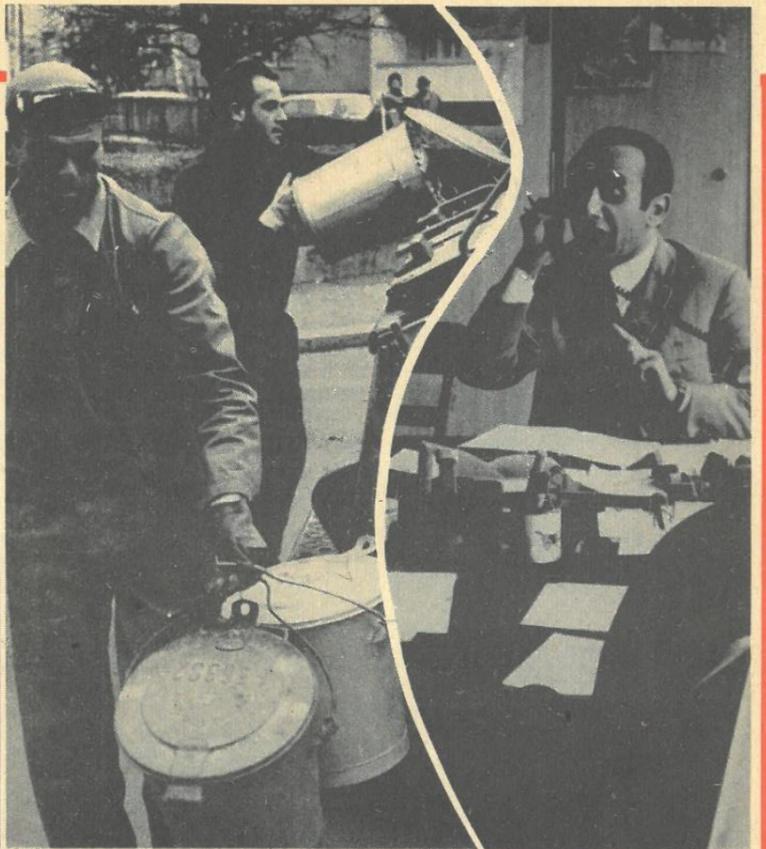
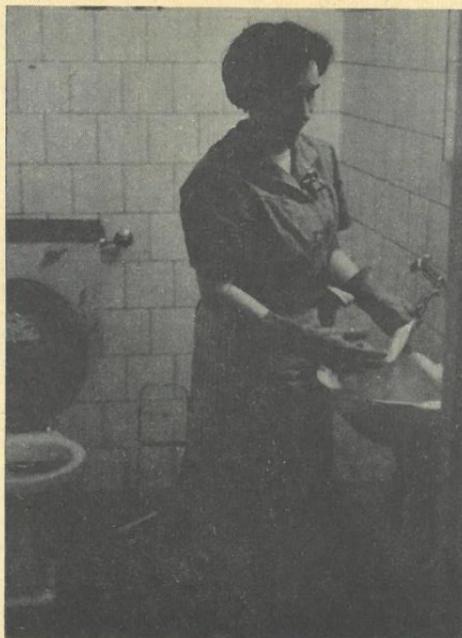
que Messmer, le patron des patrons de la construction, qui organise depuis des années la surexploitation des saisonniers à l'échelle du pays, a eu le culot de déclarer à la tribune qu'il n'était tout simplement pas vrai que les saisonniers étaient des esclaves modernes et que l'industrie de la construction avait du mérite d'occuper des gens qui dans leur pays seraient sinon obligés de travailler 12 à 16 heures, pour des salaires nettement inférieurs. La même idée avait déjà été développée au début du débat sur la loi dans la déclaration initiale de la fraction radicale, qui prétendait qu'il serait plus humain de laisser travailler des saisonniers chez nous que de les abandonner au chômage à nos frontières. En d'autres termes : le statut du saisonnier est en fait une oeuvre charitable ! La Suisse pourrait s'en priver et s'en tenir au contingent des étrangers en séjour. Mais elle fait une exception pour des raisons purement humanitaires, en admettant de prendre en charge quelques dizaines de milliers de chômeurs des pays voisins. Voilà une justification pour le moins originale de ce statut discriminatoire !!

Esprit de Schwarzenbach, es-tu là ?

D'autres élus de la droite utilisent surtout l'argument qui veut que le peuple soit contre la surpopulation étrangère et que l'abolition du statut du saisonnier mettrait en cause la politique de

stabilisation instaurée par la Confédération en réponse à cette volonté. Ils admettent ainsi officiellement que Schwarzenbach a de fait gagné sa bataille, même s'il n'a jamais remporté une seule votation. Le radical Meier, de Lucerne, alla même jusqu'à invoquer le fait que les auteurs des initiatives xénophobes avaient vu dans le statut du saisonnier la solution du problème de la surpopulation étrangère et qu'il fallait respecter cette conception. Il aurait pu rajouter que la Confédération agit déjà dans ce sens en admettant pour les saisonniers un contingent supérieur à la demande — en contradiction avec sa politique générale de stabilisation. Un autre radical, le bâlois Flubacher, expliqua, dans le plus pur style xénophobe que : "l'humanisme a des limites, qui commencent là où l'on touche à notre protection". Peuple et Patrie, journal de l'Action Nationale, n'aurait pas pu s'exprimer plus clairement ! Dans le même sens, H. Allenspach affirma brutalement que la suppression de ce statut augmenterait le nombre d'étrangers qui ne veulent pas s'assimiler et que les opposants à ce statut négligeraient les problèmes économiques, sociaux et psychologiques qui apparaîtraient si des étrangers en séjour n'étaient occupés que par saisons.

Et le Conseiller fédéral Furgler ne s'écarta pas non plus beaucoup de ce cynisme, déclarant qu'il ne serait pas inhumain qu'un étranger qui vient volontairement en Suisse soit engagé par exemple 7 mois au



lieu de 12. Pour cet élève des jésuites, l'animosité à l'égard des étrangers ne proviendrait pas du statut du saisonnier mais de son abus par de faux saisonniers.

Beaucoup d'autres parlementaires de droite ont insisté sur les conséquences économiques négatives de la suppression du statut du saisonnier pour les régions de montagne. C'est certainement l'argument le plus sérieux de la droite et qu'il sera le plus difficile de combattre pendant la campagne pour l'initiative "Etre solidaires". Mais là aussi le cynisme était de mise. N'entendait-on pas dire que

l'aide aux régions de montagne n'aurait plus de sens si le statut du saisonnier était aboli. Nous affirmons au contraire, que la sauvegarde économique des régions de montagne au moyen d'un statut discriminatoire doit être remplacée par une véritable politique de soutien des régions pauvres par les régions riches. Le statut du saisonnier évite à la bourgeoisie suisse de devoir poser ce problème. Il est inadmissible que ce camouflage se fasse sur le dos d'une catégorie de salariés.

Faucher

CONTRE LE STATUT DE SAISONNIER POUR "ETRE SOLIDAIRES"

Appel de la FOBB :
tous les salariés à la manifestation de Berne
samedi 1er novembre 1980,
à 14.00 heures sur la place du Palais fédéral
Fin de la discrimination envers nos collègues de travail
— Solidarité avec les travailleurs étrangers !

Lors de sa séance du 1er octobre, le Conseil national s'est prononcé à une majorité des deux tiers pour le maintien du statut indigne de travailleur saisonnier.

Les saisonniers demeurent par conséquent sans droit et : ils doivent laisser leur famille dans leur pays d'origine; ils ne peuvent pas changer de place de travail; ils ne peuvent pas s'établir dans un autre canton; ils sont renvoyés chez eux après une période de neuf mois.

Nos collègues étrangers continuent d'être privés des droits les plus élémentaires, et ce uniquement en raison du fait que certains hommes puissants du pays craignent pour leurs profits. Nous ne saurions tolérer plus longtemps un tel jeu. En organisant une manifestation de grande envergure à Berne, nous avons la possibilité de nous engager en faveur de l'initiative "Etre solidaires" et ainsi montrer à l'opinion publique que nous n'acceptons pas la décision prise par le Conseil national. C'est seulement si l'initiative pour une nouvelle politique des étrangers est adoptée que l'on pourra montrer aux parlementaires que le peuple n'approuve pas leur décision.

Aussi lançons-nous un appel à toutes et à tous nos collègues ainsi qu'aux personnes intéressées par les revendications justifiées de l'initiative "Etre solidaires" pour que tout le monde soit à Berne le 1er novembre prochain !

FOBB, Syndicat du bâtiment et du bois
soutenu (jusqu'à maintenant) par :
Parti socialiste ouvrier (PSO, ex-LMR)

Orateurs : Max Zuberbühler, président central FOBB (en allemand); Michel Buchs, secrétaire central FOBB (en français); Romeo Burrino, FOBB, département central des travailleurs étrangers (en italien); Orlando Alvarez, président du groupe d'intérêt FOBB des travailleurs étrangers (en espagnol); Marie-Jan Grunden, permanent du département des travailleurs étrangers FOBB (en serbo-croate); Helmut Hubacher, président du PSS (en allemand).

Départs collectifs en trains organisés par la FOBB pour 2.- fr.
Téléphonez à la FOBB, Lausanne (021) 37 23 85, Genève (022) 32 48 03, Neuchâtel (038) 25 25 08.